



AVIGNON
UNIVERSITÉ

Compte financier
2021

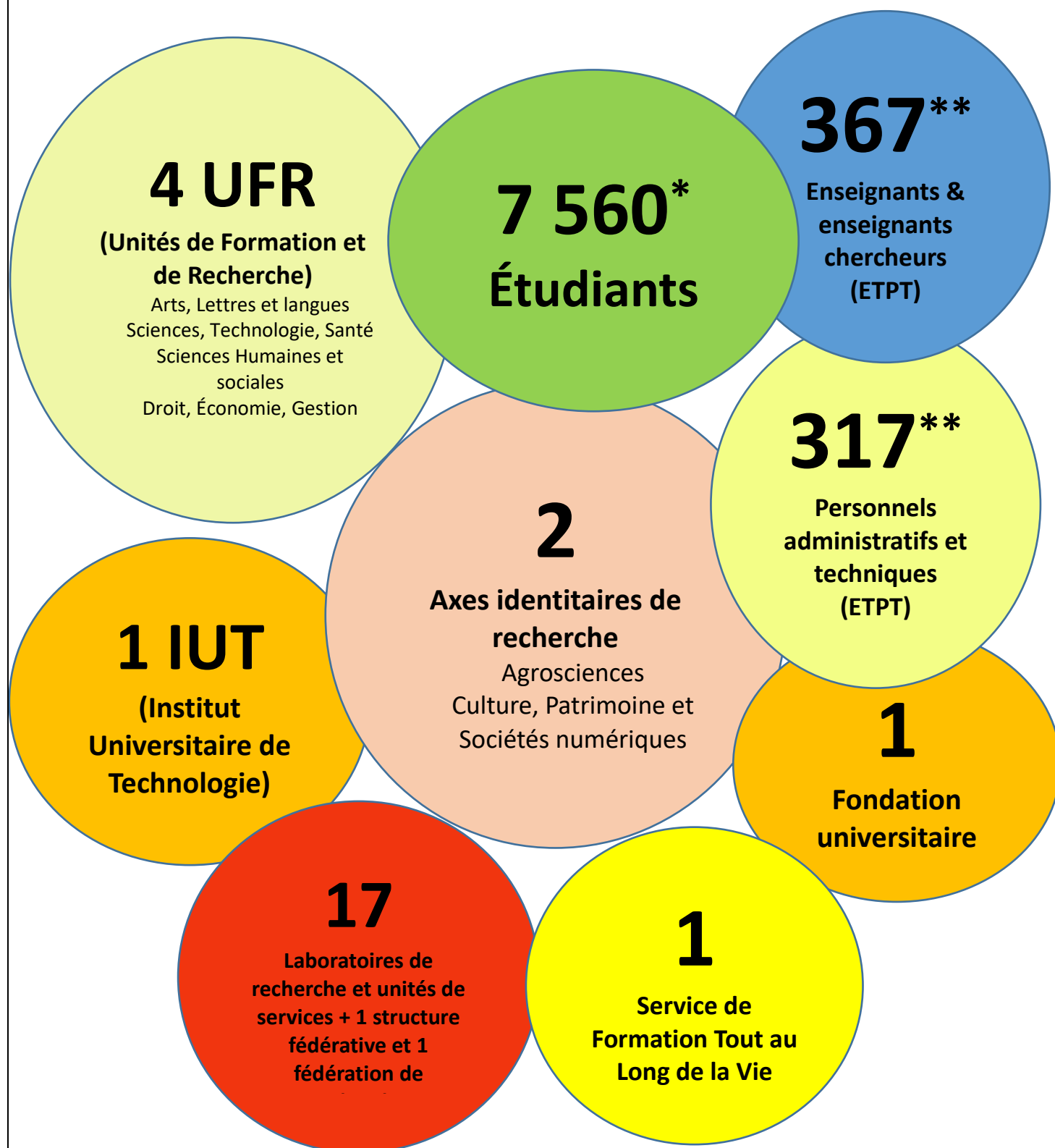
Rapport de
l'ordonnateur

Direction des finances, des achats et du
contrôle interne

Table des matières

Avignon Université en chiffres	4
Faits caractéristiques de l'exercice	5
Principaux constats et enseignements	6
1 Le fonctionnement	7
1.1 Les produits.....	7
1.1.1 Les ressources publiques.....	8
1.1.2 Les ressources propres hors subventions.....	10
1.1.3 La répartition des ressources	11
1.2 Les charges.....	12
1.2.1 Les charges hors personnel	13
1.2.1.1 Les achats divers.....	13
1.2.1.2 Les services extérieurs.....	14
1.2.1.3 Les charges de gestion.....	17
1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes	17
1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions	18
1.2.2 Les charges de personnel	18
1.3 Le résultat comptable et son affectation	21
2 L'investissement	21
2.1 Les ressources	22
2.2 Les emplois	22
2.3 La capacité d'autofinancement.....	22
3 Les grands équilibres financiers.....	22
3.1 Le fonds de roulement	23
3.2 Le besoin en fonds de roulement	23
3.3 La trésorerie.....	24
3.4 Le bilan.....	25
3.5 Le compte de résultat	26
3.6 Les soldes intermédiaires de gestion	27
4 L'analyse en mode GBCP	31
4.1 Les emplois	31
4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires	32
Le taux d'exécution des AE	33
Le taux d'exécution des CP	33
Le taux d'exécution des recettes	34
4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF).....	34
4.4 Le tableau d'équilibre financier	36
5 Les effets de la crise sanitaire.....	37
Glossaire.....	42

Avignon Université en chiffres



* Source : Neige, effectifs 2020-2021, incl. formations non diplômantes.

** Source : rapport social unique 2021

Faits caractéristiques de l'exercice

Avignon Université et la crise du COVID-19 :

Comme tous les établissements d'enseignement supérieur, AU a été affectée de manière très significative par la crise sanitaire. Après un net fléchissement en 2021, la consommation des autorisations d'engagement est toutefois repartie à la hausse pour dépasser son niveau de 2020 en section de fonctionnement (**8,64 M€** contre **6,98 M€**). Certains secteurs n'ont cependant pas retrouvé leur niveau d'avant crise, principalement lorsqu'ils ont un lien avec les déplacements : missions, voyages et déplacements des personnels, frais de réception, formation continue du personnel. A l'inverse, la pandémie a entraîné des dépenses supplémentaires importantes, notamment dans le domaine du gardiennage et des équipements de protection (détails en page 36).

Livraison des nouveaux locaux du laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire (LaPEC) :

En septembre a été inauguré le nouveau bâtiment du LaPEC, situé au cœur du domaine Saint-Paul de l'INRAE. Hébergeant une animalerie, un pôle clinique et un pôle expérimental ainsi qu'un espace « bureaux », cette structure de 660 m² peut accueillir 30 personnes, chercheurs, ATER, doctorants et personnels administratifs. Le coût final de l'opération avoisinera les 2 millions d'euros.

Principaux constats et enseignements

Le compte financier 2021 affiche un résultat positif de **1,70 M€**.

L'exercice se caractérise par une hausse des produits de **4,10 M€**, qui se décompose comme suit :

- augmentation des subventions de **4,07 M€** ;
- légère baisse des ventes de produits fabriqués, prestations de service et marchandises de **0,18 M€** ;
- légère hausse de tous les autres postes de **0,22 M€**.

Les charges augmentent légèrement moins que les produits, soit **3,96 M€**.

S'élevant à **50,79 M€**, les charges de personnel¹ représentent **79%** de l'ensemble des charges. Elles augmentent de **2,39 M€** en 2021, soit **4,9%**.

Les rémunérations principales et accessoires augmentent de **1,45 M€ (5,6%)**, les cotisations patronales de **0,43 M€ (2,2%)** et les primes et indemnités de **0,42 M€ (14,0%)**.

Les investissements augmentent de **2,24 M€ (138%)**, l'exécution du programme pluriannuel d'investissement et, notamment, la

construction du LaPEC expliquant cette hausse sensible.

Les subventions d'investissement (**2,06 M€**, en forte augmentation) sont pour l'essentiel constituées de financements reçus ou à recevoir dans le cadre du CPER et du plan de relance.

Le fonds de roulement augmente de **1,17 M€** et s'élève désormais à **12,93 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement net diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **6,92 M€**. Ce montant représente **41** jours de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement augmente légèrement en 2021 pour atteindre **2,97 M€ (+0,09 M€)** et continue de couvrir davantage que la totalité des dépenses d'investissement non financées par ailleurs.

La trésorerie s'élève au 31/12/2021 à **19,61 M€**, en hausse de **2,95 M€** par rapport à 2020.

Enfin, le solde budgétaire reste positif et s'établit à **3,19 M€**.

¹ Depuis 2018, ce montant exclut les taxes et impôts sur rémunérations, lesquelles relèvent désormais de l'enveloppe des charges de fonctionnement.

1 Le fonctionnement

Les tendances de l'exercice 2021 sont inversées par rapport à 2020. Ainsi, les produits augmentent davantage que les charges, contribuant à améliorer le résultat déjà largement excédentaire de 2020.

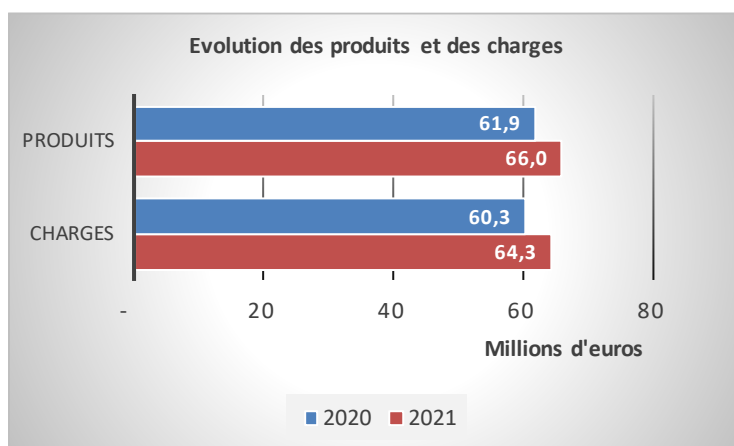


Figure 1

Les charges s'élèvent à **64,30 M€** en 2021 contre **60,34 M€** en 2020, soit une hausse de **3,96 M€**

Les produits passent de **61,90 M€** à **66,00 M€** en 2021, soit une hausse de **4,10 M€**.

Le résultat net comptable augmente de **9,1%**, traduction d'une augmentation des charges moins rapide que celle des produits.

1.1 Les produits

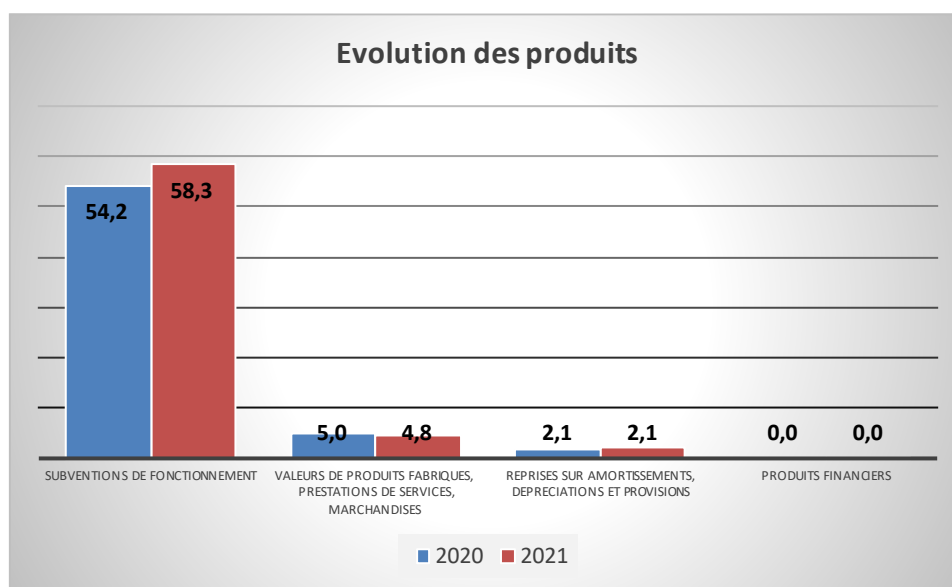


Figure 2

Le montant global des produits s'élève à **66,00 M€**.

Ce chiffre est en augmentation de **6,6%** par rapport à 2020.

La hausse d'un montant total de **4,10 M€** résulte avant tout de la forte augmentation des subventions (**4,07 M€**). La vente de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises ainsi que les autres produits restent stables (respectivement **0,18 M€** et **0,22 M€**).

Le taux de réalisation des produits :

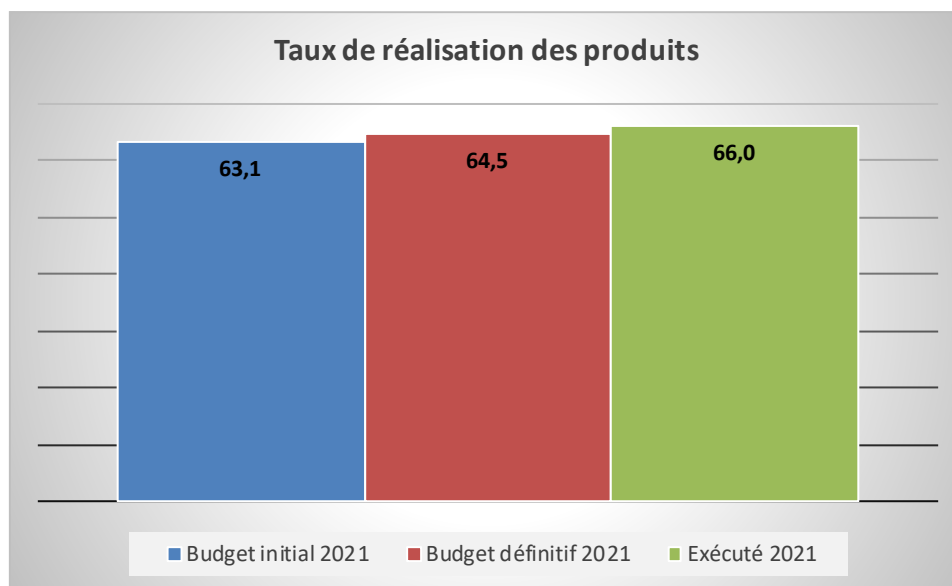


Figure 3

Le taux de réalisation des produits est supérieur à 100% (**105%** du budget initial, **102%** du budget définitif), traduisant la prudence des prévisions, celles-ci étant élaborées sans que l'établissement ait une connaissance précise de sa subvention pour charges de service public annuelle.

1.1.1 Les ressources publiques

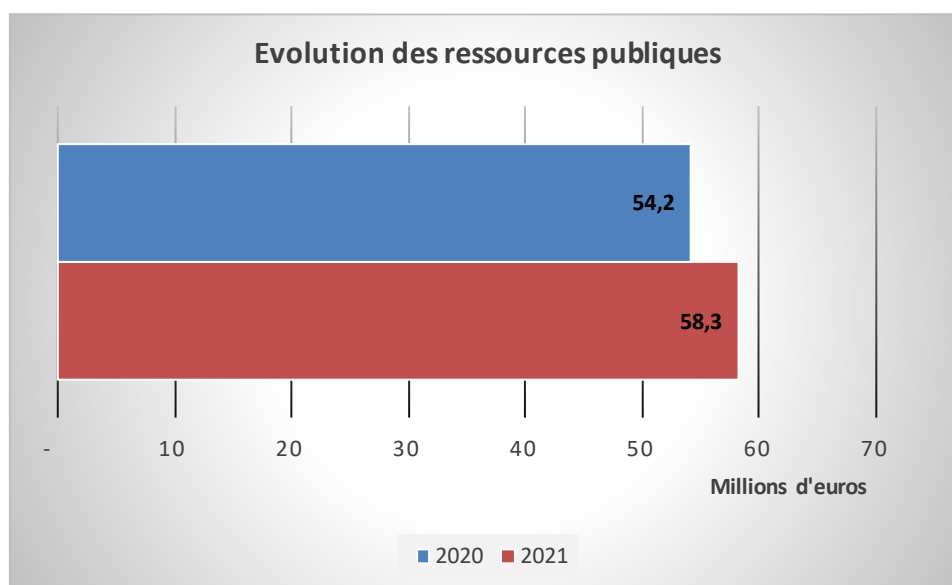


Figure 4

Il s'agit d'un poste essentiel puisqu'il représente près de **88%** du total des produits en 2021 (**88 % également en 2020**). Ce poste enregistre une hausse en 2021 de **4,07 M€** par rapport à l'exercice précédent, soit **7,5%**.

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION EN M€	2021	2020	Ecart 2020/2021
Ministère de tutelle	53,76	51,26	2,50
Organismes publics agissant pour le compte de l'État	1,83	1,09	0,74
Autres subventions de fonctionnement	1,34	0,64	0,70
Région	0,52	0,57	-0,04
Union européenne	0,50	0,44	0,05
Autres collectivités et organismes publics	0,24	0,11	0,13
Ministères hors MESRI	0,04	0,06	-0,02
Organismes internationaux	0,02	0,01	0,01
Département	0,02	0,03	0,00
Dons, legs, mécénat	0,01	0,00	0,01
Communes et groupements de communes	0,00	0,01	-0,01
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	58,29	54,22	4,07

Figure 5

En 2021, l'augmentation de la subvention pour charge de service public atteint **2,58 M€**.

Elle correspond principalement à une hausse des crédits de masse salariale (**+2,49 M€**) destinés à financer diverses mesures prises en faveur de l'établissement au titre de la loi ORE (orientation et réussite des étudiants), du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et de la loi de programmation de la recherche (LPR). Dans le même temps, les crédits de fonctionnement augmentent de **0,09 M€**.

Les autres subventions, dans leur globalité, augmentent de **1,52 M€**, cette hausse atteignant principalement les catégories :

- « organismes agissant pour le compte de l'Etat » (ANR) : nette augmentation des contrats de recherche et de l'activité déployée au titre des NCU et de l'EUR « Implants » ;
- « autres subventions de fonctionnement », dont, principalement, le financement des formations par alternance.

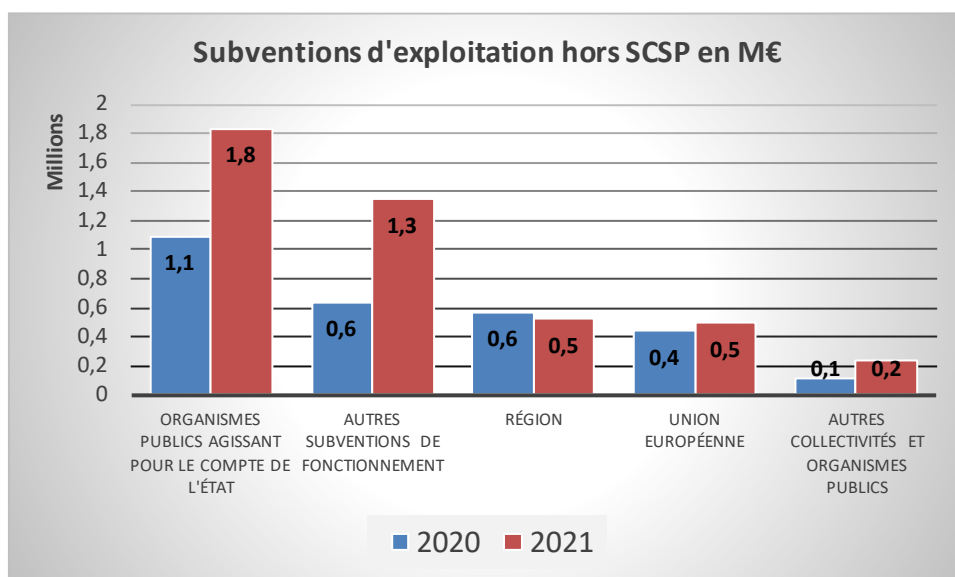


Figure 6

1.1.2 Les ressources propres hors subventions

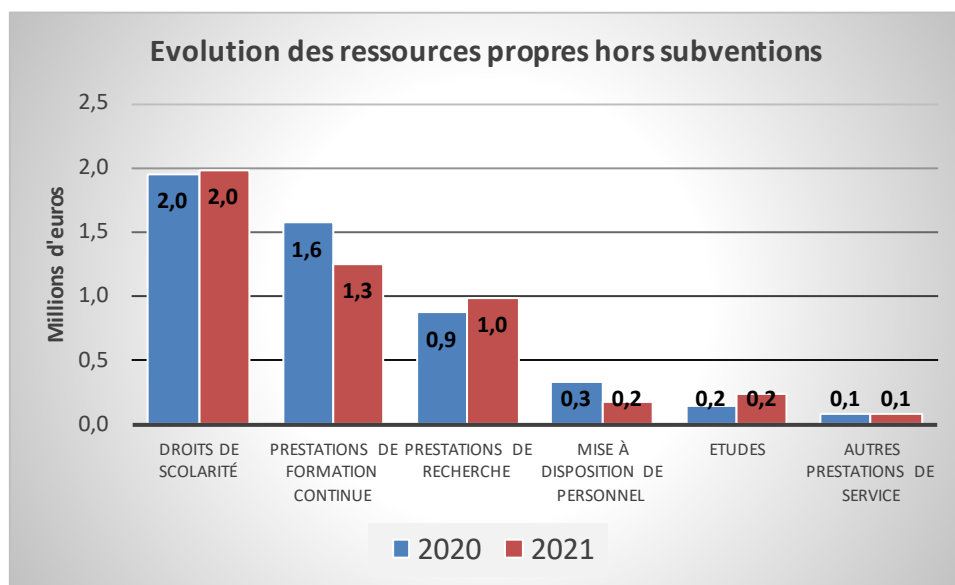


Figure 7

Elles s'élèvent globalement à **4,82 M€** en 2021 contre **5,00 M€** en 2020 et sont principalement constituées de :

- droits de scolarité (**1,98 M€** contre **1,95 M€** en 2020)

Ce poste enregistre les droits d'inscription aux diplômes nationaux et locaux. À noter : la politique d'exonération partielle se traduit dans le même temps par la comptabilisation d'une charge, le produit net impactant in fine le résultat de l'exercice étant donc égal au montant acquitté réellement par ces étudiants.

- prestations de formation continue (**1,25 M€** contre **1,57 M€** en 2020)

Après plusieurs années de forte progression, les produits de formation continue accusent une baisse significative pour la deuxième année consécutive et se situent aux environs d'1,3 million d'euros.

- prestations de recherche (**0,99 M€** contre **0,87 M€** en 2020)

La poursuite du développement de l'activité de recherche se traduit par une augmentation des produits dans ce domaine.

Le ratio ressources propres / produits encaissables² se situe pour la première fois au-delà du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15% (**15,8%** contre **11,0 %** en 2018).

À noter : l'aide obtenue au titre des nouveaux cursus universitaires (0,79 M€ par an pendant 10 ans, à compter de 2019) et des écoles universitaires de recherche (0,50 M€ par an pendant 10 ans à compter de 2020), ainsi que la progression - virtuelle – des frais d'inscription et –effective - de l'activité de recherche permettent à l'établissement, depuis 2019, de se situer au-delà du seuil d'alerte (13%) défini par le MESRI.

La taxe d'apprentissage, bien que comptablement classée parmi les subventions, pourrait également être considérée comme une ressource propre. Elle enregistre une légère hausse, mais son niveau reste très modeste (**0,13 M€** contre **0,12 M€** en 2020).

1.1.3 La répartition des ressources

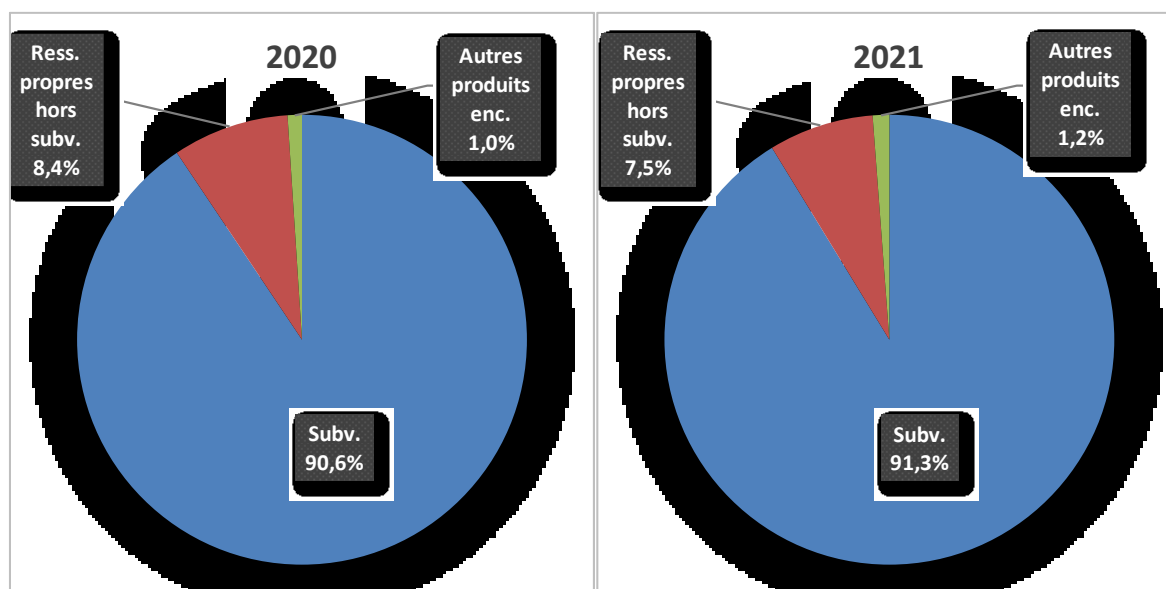


Figure 8

Comme dans la grande majorité des universités publiques, les subventions constituent à Avignon Université la plus grande partie des produits encaissables. Leur taux dépasse cette année les **91%**.

² Définition : dénominateur : produits donnant lieu à un encaissement et à une variation de trésorerie.
Numérateur : ressources propres (produits encaissables hors SCSP)

1.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à **64,30 M€**.

Ce montant est en hausse de **3,96 M€**, par rapport à 2020. Les charges de personnel enregistrent, à elles seules, une hausse de **2,39 M€**, le reste de l'augmentation se répartissant entre les autres services extérieurs (**+0,58 M€**), les achats et services extérieurs (**+0,46 M€**), les autres charges de gestion (**+0,35 M€**), les achats et variation de stocks (**+0,11 M€**) les impôts et taxes (**+0,04 M€**) et les amortissements (**+0,03 M€**).

CHARGES	2021	2020	Écart 2020/2021
CHARGES DE PERSONNEL	50,79	48,41	2,39
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS	3,40	3,38	0,03
AUTRES SERVICES EXTERIEURS (en relation avec l'activité)	3,30	2,71	0,58
AUTRES CHARGES DE GESTION	2,43	2,07	0,35
ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	1,96	1,50	0,46
ACHATS ET VARIATION DE STOCKS	1,75	1,64	0,11
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,67	0,63	0,04
CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
Total	64,30	60,34	3,96

Figure 9

Plus précisément, on entend par :

- achats de sous-traitance et services extérieurs : maintenance, locations mobilières et immobilières, charges locatives, assurances, études, documentation ;
- autres services extérieurs : personnel prêté, imprimerie, missions, voyages, frais de réception, frais postaux, gardiennage, nettoyage, etc. ;
- autres charges de gestion : bourses, fonds sociaux, annulations de recettes [dont « neutralisation » droits d'inscription des étudiants extra-européens], amendes, etc.

Le taux d'exécution des charges

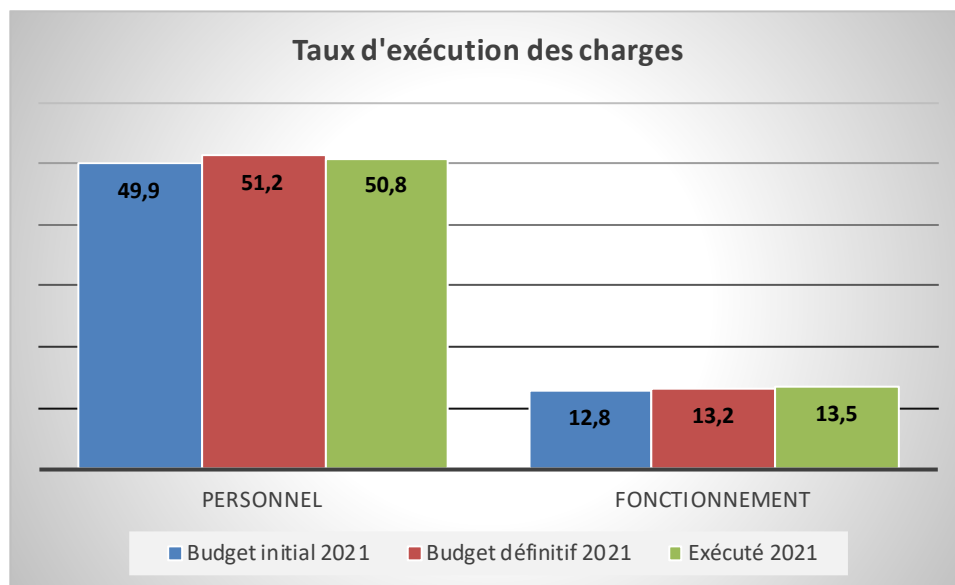


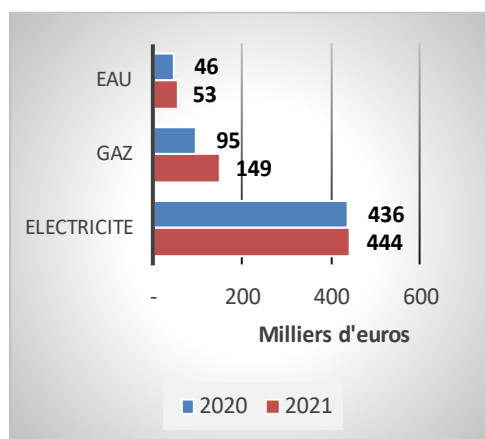
Figure 10

Le budget de fonctionnement s'exécute à un niveau élevé (**102,4%** du budget initial, **99,8%** du budget définitif). Les prévisions de charges de masse salariale restent fiables, le taux d'exécution sur ce poste atteignant **99,1%** du budget définitif en fin d'exercice.

1.2.1 Les charges hors personnel

1.2.1.1 Les achats divers

Ce poste de charges comptabilise les charges de fluides (eau, gaz, électricité, carburants) et de fournitures et petits équipements.



La hausse des dépenses s'explique principalement par le contexte de crise sanitaire qui avait conduit l'université à plusieurs semaines de fermeture complète en 2020 et à un retour très partiel des étudiants et personnels jusqu'à la fin de l'année. Cela avait notamment conduit à l'arrêt anticipé du chauffage le 23 mars, permettant des économies importantes sur les consommations de gaz. Les consommations de 2021 restent toutefois inférieures à celles de 2019.

Figure 11

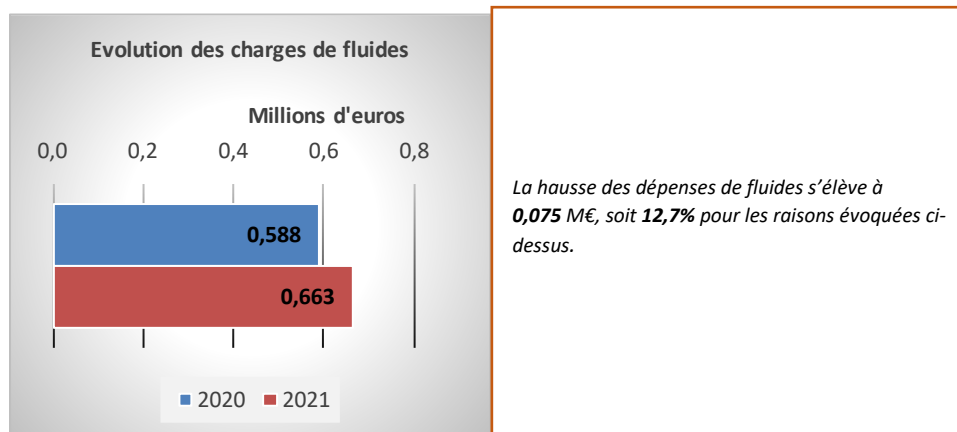


Figure 12

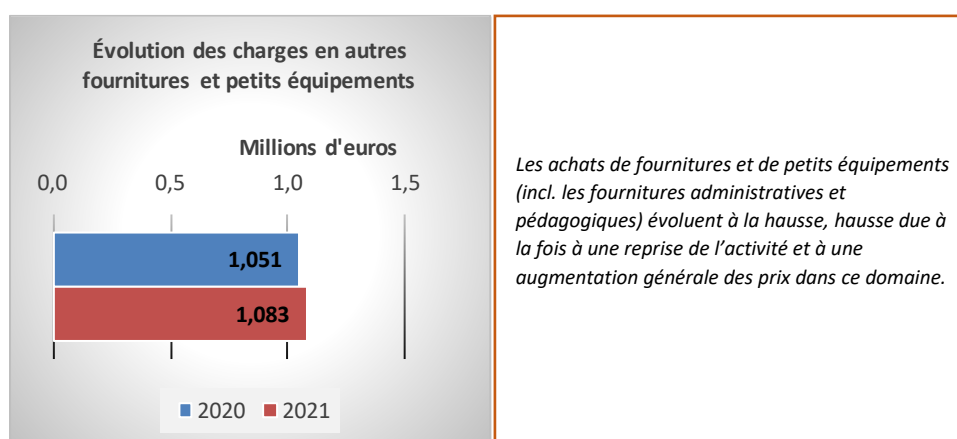


Figure 13

1.2.1.2 Les services extérieurs

On trouve principalement regroupées sous cette appellation les charges de location, d'entretien et de réparation, d'assurances, de documentation, de missions et de réceptions ainsi que de téléphonie et d'affranchissement.

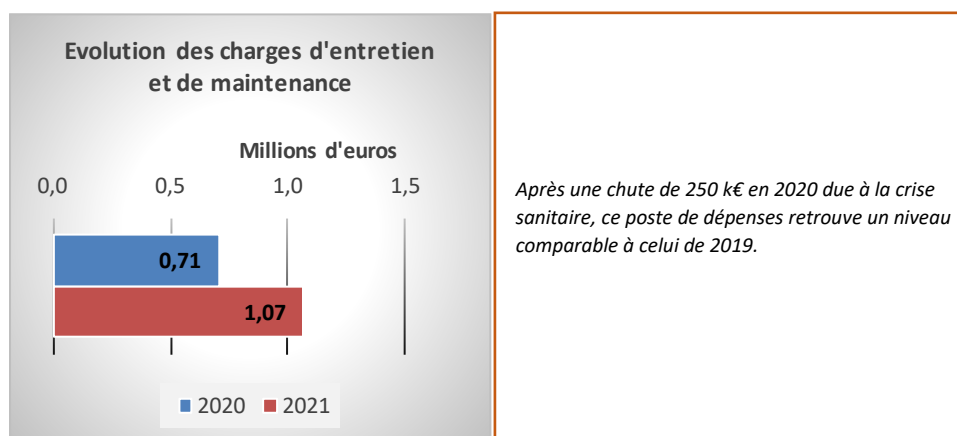


Figure 14

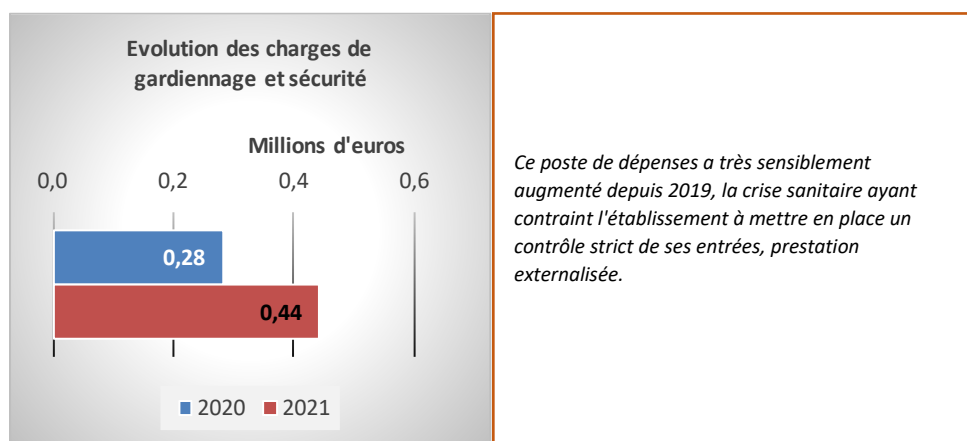


Figure 15

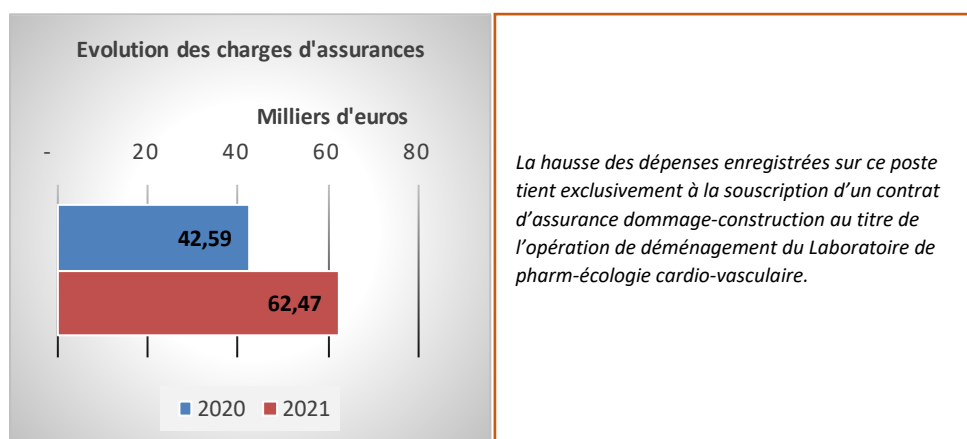


Figure 16

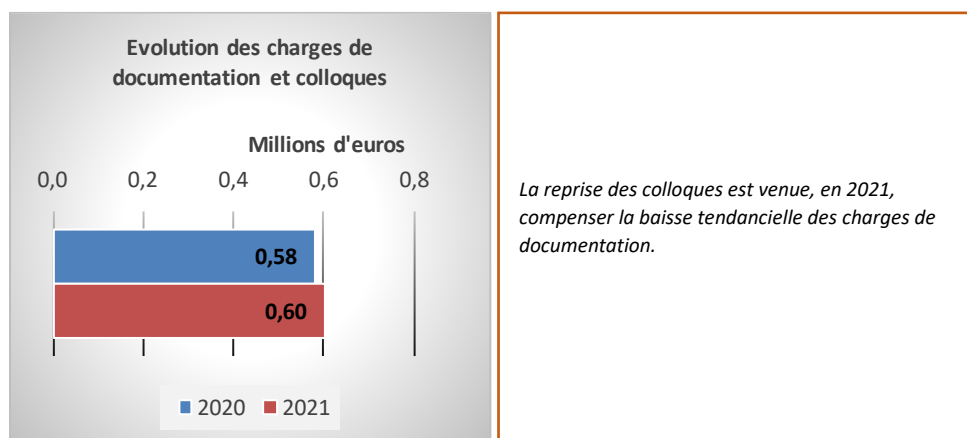
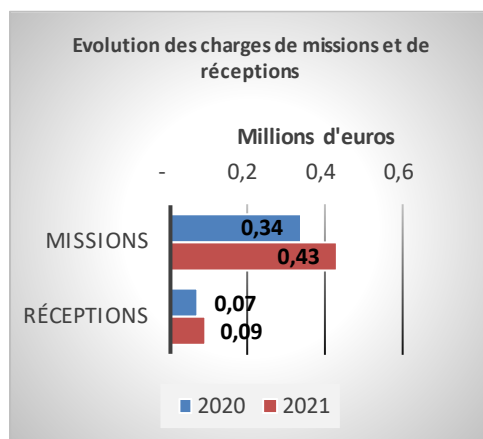


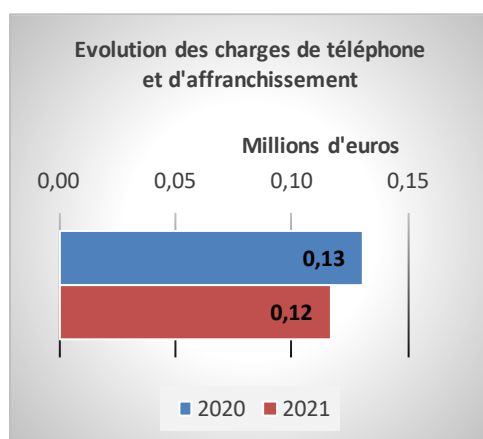
Figure 17



La crise sanitaire continuant de rendre très problématiques les déplacements, les frais correspondants sont loin de retrouver leur niveau de 2019 (0,88 M€).

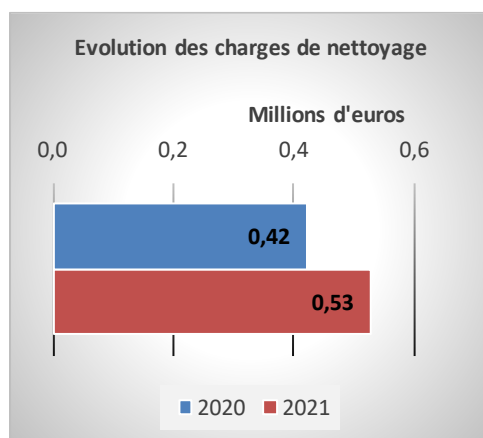
Les frais de réception ont, pour des raisons identiques, connu une diminution considérable par rapport à la période précédant la crise (0,16 M€ en 2019).

Figure 18



Après une légère hausse en 2019, ce poste de dépense connaît une baisse régulière, due principalement à la diminution des dépenses d'affranchissement.

Figure 19



Les charges de nettoyage correspondent principalement au règlement des factures émises en application du contrat passé avec l'UGAP pour l'entretien des locaux des deux sites de l'établissement. La remontée des dépenses enregistrée sur ce poste est liée à la sortie de crise sanitaire, l'établissement ayant connu une fréquentation plus soutenue en 2021 qu'en 2020.

Figure 20

1.2.1.3 Les charges de gestion

Ce poste de charges comptabilise principalement les bourses, aides et subventions versées par l'établissement.

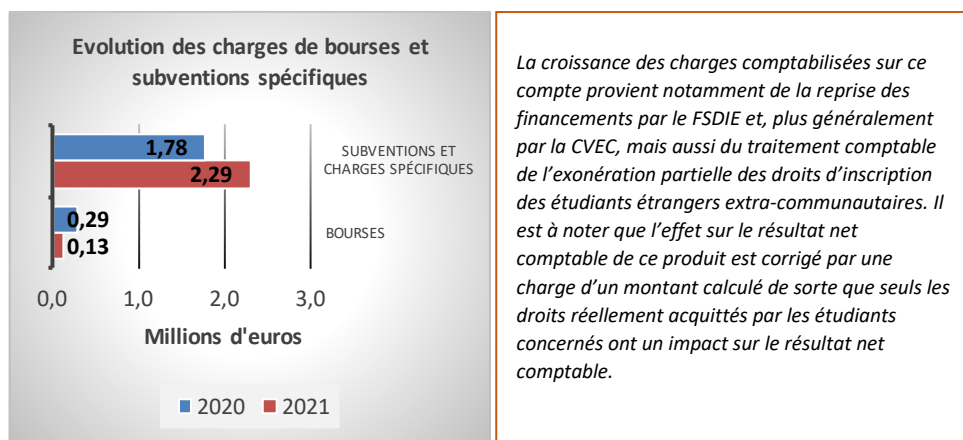


Figure 21

1.2.1.4 Les principaux ratios des charges courantes

1.2.1.4.1 Ratio charges décaissables / produits encaissables

Ratio charges décaissables / produits encaissables (M€)	2020	2021
Charges décaissables	56,96	60,90
Produits encaissables	59,84	63,87
Ratio	95,2%	95,3%

Figure 22

Interprétation : plus le ratio est élevé et se rapproche de 100%, moins le résultat est performant. Il fait abstraction des charges calculées et constitue une autre approche de l'équilibre économique de l'établissement.

Les résultats obtenus par AU, aux alentours de **95%**, restent éloignés du seuil de vigilance, fixé par le MESRI à 98%.

1.2.1.4.2 Ratio charges externes³ / produits encaissables

Ratio charges externes sur produits encaissables (M€)	2020	2021
Charges externes	5,85	7,01
Produits encaissables	59,84	63,87
Ratio	9,8%	11,0%

Figure 23

Interprétation : plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

³ Achats et variations de stocks, sous-traitance et services extérieurs.

Ce ratio enregistre une légère hausse sur le dernier exercice mais reste éloigné du seuil de vigilance fixé par le MESRI à 15 %.

1.2.1.5 La dotation aux amortissements et aux provisions

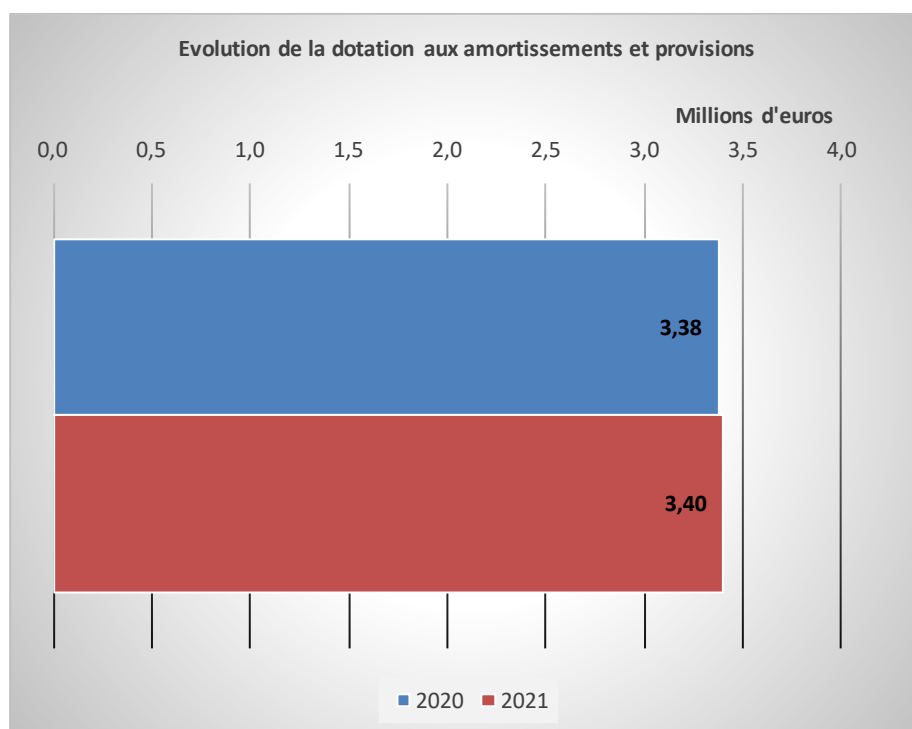


Figure 24

L'effet sur le résultat de fonctionnement de ce poste n'est pas négligeable, même s'il est sans impact sur la comptabilité d'engagement ou de caisse ni sur la variation du fonds de roulement.

Le niveau des amortissements reste très stable entre 2020 et 2021.

1.2.2 Les charges de personnel

Les charges de personnel constituent, et de loin, le poste de charges le plus important de l'établissement.

Elles s'élèvent à **50,79 M€** et progressent de **2,39 M€**, soit **4,9%** par rapport à 2020, représentant **79%** des charges de l'établissement.

Comme on le lira plus loin, 2021 enregistre une hausse significative du nombre d'emplois consommés (de **684** à **712**, soit **+28 ETPT⁴**). Cette progression se traduit par une augmentation sensible des rémunérations principales et des cotisations patronales.

Les dépenses d'heures complémentaires et de vacances (rémunérations accessoires) augmentent également (**2,08 M€** en 2021 contre **1,82 M€** en 2020 pour les heures complémentaires et vacances d'enseignement, **0,33 M€** contre **0,23 M€** pour les autres vacances). Les charges hors paye, sans contribution au FIPHFP⁵, cette année encore, dans la mesure où l'établissement satisfait à l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés (ou assimilés), restent stables (**0,12 M€**).

⁴ Équivalent temps plein travaillé

⁵ Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

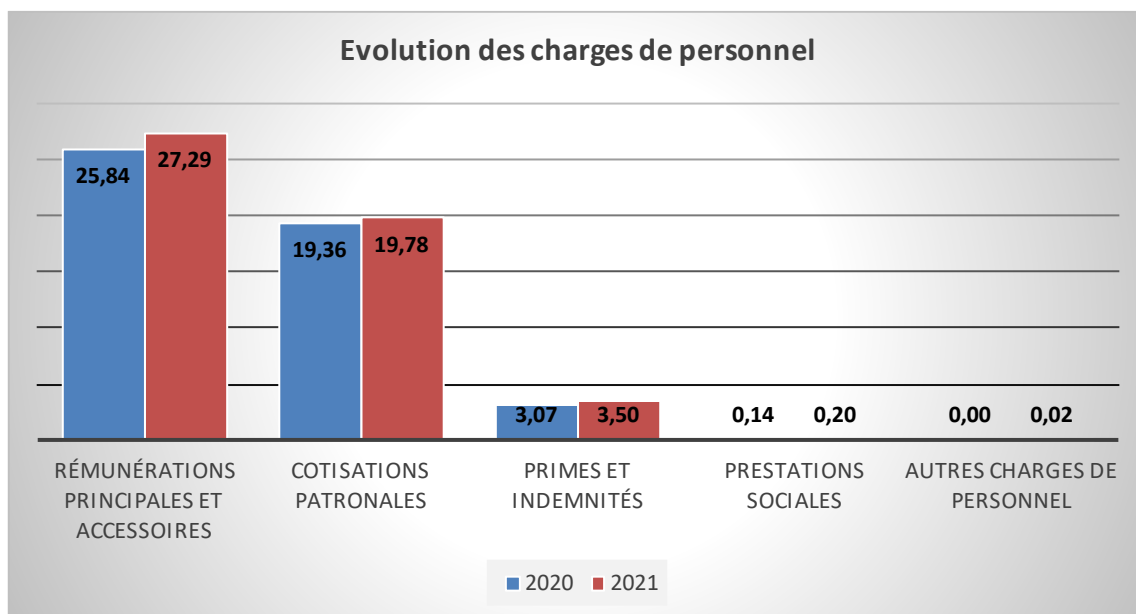


Figure 25

A noter : les charges de personnel intègrent les sommes « provisionnées » selon la méthode comptable des charges à payer pour faire face, notamment, aux risques financiers relatifs aux congés non pris et aux comptes épargne temps des agents BIATSS (voir tableau ci-dessous).

Charges à payer (CAP) en M€	2020	2021
Congés non pris	0,59	0,49
Comptes épargne temps	0,44	0,51
Heures complémentaires, vacations et rappels N à payer en N+1 (estimation)	1,49	1,61
TOTAL CAP	2,53	2,61

Figure 26

Les **dépenses** nettes de masse salariale⁶ représentent **51,33 M€** en 2021. Le taux d'exécution des dépenses de masse salariale est de **99,1%** sur un budget de **51,79 M€**.

⁶ À distinguer des **charges** de masse salariale. Les dépenses de masse salariale correspondent aux sommes décaissées en 2021, mais dont le fait générateur peut s'être produit avant 2021. Les charges de masse salariale, quant à elles, correspondent principalement aux rémunérations pour service fait en 2021, qu'elles aient, ou non, fait l'objet d'un paiement au cours du même exercice.

Gros plan sur les personnels détachés :

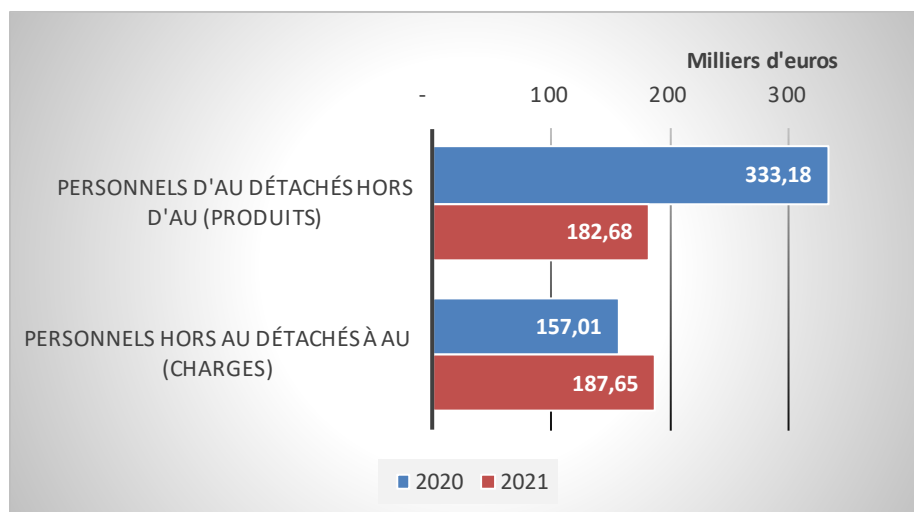


Figure 27

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables

Interprétation : Le poids relatif des dépenses de personnel dans les ressources encaissables, ainsi que leur évolution, est significatif. Plus le ratio augmente, moins l'établissement dispose de marges de manœuvre.

Ce ratio se situe, cette année encore et malgré la hausse significative de la masse salariale, en-deçà du seuil de vigilance, arrêté à 82% par le MESRI.

Ratio dépenses de personnel / produits encaissables	2020	2021
Charges de personnel	48,41	50,79
Produits encaissables	59,84	63,87
Ratio	80,9%	79,5%

Figure 28

1.3 Le résultat comptable et son affectation

Le résultat 2021 agrégé s'élève à **1,70 M€**.

Pour la onzième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU présente un compte de résultat excédentaire, supérieur, tout comme en 2013, 2018 et 2020, à **1,5 M€**.

L'écart entre les deux exercices est de **+0,14 €** et se décompose de la manière suivante :

VARIATION DU RESULTAT (M€)	
RESULTAT 2020	1,557
- Variation des charges courantes	1,551
- Variation des charges d'amortissement	0,026
- Variation des charges de Personnel	2,387
Variation des ressources propres	0,039
Variation des subventions hors dotation	1,567
Variation de la neutralisation	0,000
Variation de la dotation du Ministère	2,499
RESULTAT 2021	1,698

Figure 29

La répartition des résultats par service à comptabilité distincte est la suivante :

REPARTITION DU RESULTAT (M€)	
AU BUDGET PRINCIPAL	1,703
FONDATION D'AU	-0,004
RESULTAT 2021	1,698

Figure 30

2 L'investissement

2.1 Les ressources

Le montant des subventions reçues représente en 2021 **2,06 M€**, correspondant principalement au financement du LaPEC et aux crédits du plan de relance.

2.2 Les emplois

Le niveau d'investissement est en augmentation sensible, pour s'établir à **3,86 M€ (2,62 M€ en 2020)**.

Outre les investissements récurrents de la Direction des systèmes d'information (**0,26 M€**) et de la Direction du patrimoine immobilier (**0,16 M€**), les opérations inscrites au programme pluriannuel d'investissement ont mobilisé une partie importante de ces crédits (**2,77 M€**) :

- la modernisation des systèmes d'information et du parc informatique (**0,31 M€**) ;
- le réaménagement des espaces de travail (**0,45 M€**) ;
- le transfert du LaPEC sur le site d'Agroparc de l'INRAE (**1,36 M€**) ;
- l'amélioration de la sécurité et de la protection de la santé des agents : (**0,01 M€**) ;
- l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (**0,09 M€**) ;
- la sûreté (**0,06 M€**) ;
- l'adaptabilité des locaux aux personnes handicapées (**0,08 M€**) ;
- les équipements de recherche (**0,07 M€**).

Des investissements pour les laboratoires de recherche (**0,32 M€**, hors PPI), pour l'UFR STS (**0,15 M€** dont financement loi ORE **0,04 M€**) et pour l'IUT (**0,16 M€**) ont également été réalisés en 2021.

2.3 La capacité d'autofinancement

Définition : épargne dégagée pendant l'exercice qui permettra d'assurer tout ou partie de l'investissement de l'année et d'augmenter le fonds de roulement.

Calcul : différence entre les produits encaissables et les charges décaissables.

Pour la douzième fois consécutive depuis qu'elle a accédé aux responsabilités et compétences élargies, AU dégage une capacité d'autofinancement ; celle-ci est supérieure, pour la huitième fois, à **2 M€**.

En hausse de **+0,09 M€**, elle s'élève à **2,97 M€** et couvre davantage que les investissements non financés de l'année, ce qui permet d'abonder le fonds de roulement.

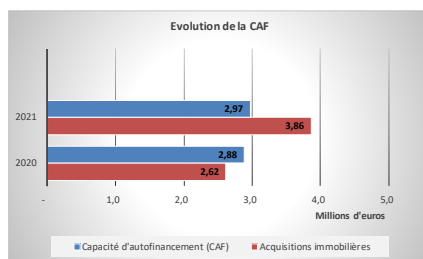


Figure 31

3 Les grands équilibres financiers

3.1 Le fonds de roulement

Le fonds de roulement augmente de **1,17 M€** et s'élève à **12,93 M€**.

L'évaluation du fonds de roulement diminué des engagements de l'établissement et de la part propre à la fondation universitaire ressort à **6,92 M€**. Ce montant représente **41** jours de fonctionnement.

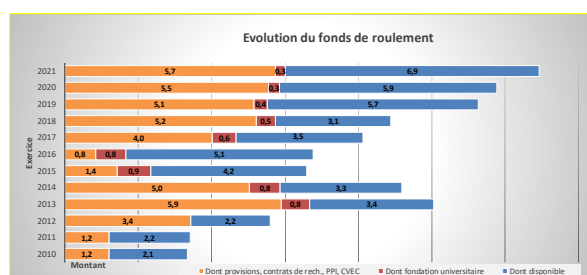


Figure 32

3.2 Le besoin en fonds de roulement

Définition : le besoin en fonds de roulement mesure le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Calcul : Actif circulant (hors actif de trésorerie) – Dettes circulantes (hors passif de trésorerie).

Interprétation : le besoin en fonds de roulement peut être positif ou négatif. Positif, il pèse sur le fonds de roulement qui doit prioritairement en assurer le financement. Négatif, il traduit le fait que le cycle d'activité est en capacité de financer le décalage entre les encaissements et les décaissements du cycle d'activité.

Après avoir été positif en 2016 principalement parce que deux des principaux contributeurs au financement de la construction de l'UFR STS étaient encore redevables du solde de leur participation (plus de 2 M€), il est redevenu normalement négatif en 2018 et continue de l'être depuis (**-6,68 M€**).

3.3 La trésorerie

Tableau des flux de trésorerie en k€	2021	2020
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Encaissements	65 836	59 330
Produits sans contrepartie directe : subventions et produits assimilés	60 963	54 830
Produits AVEC contrepartie directe	4 872	4 500
Décaissements	58 782	55 417
Charges de fonctionnement	58 650	55 122
Dont charges de personnel	51 327	48 661
Dont charges de fonctionnement (hors charges de personnel)	7 323	6 462
Charges d'intervention : dispositifs pour compte propre	131	295
Total (I)	7 054	3 913
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Encaissements	0	0
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Cessions d'immobilisations corporelles	0	0
Cessions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Décaissements	3 863	2 615
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	58	36
Acquisitions d'immobilisations corporelles	3 806	2 579
Acquisitions d'immobilisations financières	0	0
Autres opérations	0	0
Total (II)	-3 863	-2 615
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Encaissements	0	1
Dotations en capitaux propres	0	0
Emissions d'emprunts	0	0
Autres opérations	0	1
Décaissements	0	1
Remboursements d'emprunts	0	0
Autres opérations	0	1
Total (III)	0	0
Flux de trésorerie liés aux opérations gérées pour le compte d'organismes tiers		
Encaissements	606	1 221
Décaissements	846	665
Total (IV)	-240	555
Variation de trésorerie (V=I+II+III+IV)	2 950	1 853
Trésorerie à l'ouverture	16 662	14 809
Trésorerie à la clôture	19 612	16 662

Figure 33

Le volume moyen de trésorerie pour l'exercice 2021 s'établit à **22,56 M€**.

La trésorerie au 31 décembre 2021 représente **116 jours** de charges décaissables (trésorerie x 360/charges décaissables).

Les variations significatives de la trésorerie sont liées au calendrier de versement de la SCSP (25% en janvier et avril, 35% en juillet et 15% en octobre).

La variation positive de trésorerie constatée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2021 représente **2,95 M€**, répartie entre solde budgétaire (**3,19 M€**) et solde des opérations extra-budgétaires (TVA, bourses d'aide à la mobilité, recettes et dépenses à classer) [- **0,24 M€**].

3.4 Le bilan

BILAN - Version agrégée (En Euros)					Exercice : 2021	
Actif	Brut	Amort/Dépréc.	2021	2020	Passif	2021
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES	
Immobilisations incorporelles	683 585	551 177	132 408	136 282	Financements reçus	
Immobilisations corporelles					Financement de l'actif par l'Etat	27 969 038
Terrains	8 115 483	4 601	8 110 882	8 113 558	Financement de l'actif par des tiers	10 841 185
Constructions	49 679 900	18 677 436	31 002 463	32 140 440	Fonds propres des fondations	250 000
Installations techniques matériel, outil	7 861 319	5 770 708	2 090 611	2 038 065	Ecarts de réévaluation	
Collections	1 403	-	1 403	1 403	Réserves	
Biens historiques et culturels	1	-	1	1	Report à nouveau	6 854 593
Autres immobilisations corpor.	9 686 324	6 497 530	3 188 795	2 609 761	Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	11 033 062
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	Provisions réglementées	1 698 416
Immobilisations corporelles en cours	1 488 873	-	1 488 873	378 512		
Avances et Acpt versés sur commande	-	-	-	-		
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-		
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-		
Immobilisations financières	414 100	387 330	26 770	26 770		
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	77 930 987	31 888 782	46 042 205	45 444 790	TOTAL FONDS PROPRES	58 646 295
					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	56 890 295
					Provisions pour risques	180 201
					Provisions pour charges	-
					TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	180 201
ACTIF CIRCULANT					DETTES	
Stocks	-	-	-	-	DETTES FINANCIERES	
Créances					Emprunts obligataires	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 969 365	-	1 969 365	1 622 280	Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-
Créances clients et comptes rattachés	1 123 715	148 043	975 672	1 104 422	Dettes financières et autres emprunts	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-	-		
Avances et acptes versés sur commande	-	-	-	22 671	TOTAL DETTES FINANCIERES	-
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositif d'intervention)	-	-	-	-	DETTES NON FINANCIERES	
Créances sur les autres débiteurs	17 645	-	17 645	23 604	Dettes fournisseurs et cptes rattachés	1 591 724
Charges constatés d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	66 218	-	66 218	65 125	Dettes fiscales et sociales	2 603 808
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESOR)	3 176 943	148 043	3 028 900	2 838 103	Avances et acomptes reçus	4 605 969
					Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	319 880
					Autres dettes non financières	139 275
					Produits constatés d'avance	596 247
					TOTAL DETTES NON FINANCIERES	9 856 903
TRESORERIE					TRESORERIE	
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	Autres éléments de trésorerie passive	-
Disponibilités	19 612 294	-	19 612 294	16 662 699		867
Autres	-	-	-	-		
TOTAL TRESORERIE	19 612 294	-	19 612 294	16 662 699	TOTAL TRESORERIE	867
Comptes de régularisation	-	-	-	-	Comptes de régularisation	-
Ecarts de conversion Actif	-	-	-	-	Ecarts de conversion Passif	-
TOTAL GENERAL	100 720 224	32 036 825	68 683 399	64 945 592	TOTAL GENERAL	68 683 399

Figure 34

3.5 Le compte de résultat

Compte de résultat 2021 - version agrégée				
Source : Instruction comptable commune - BOFIP - GCP - 17 - 0021 du 29/12/2017				
	31/12/2021	31/12/2020	Variation en % 2020/2021	Variation en euros 2020/2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats	10 441	7 504	39%	2 937
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	6 995 886	5 846 045	20%	1 149 841
		-		
Charges de personnel		-		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	30 788 610	28 904 135	7%	1 884 475
Charges sociales	19 778 821	19 356 200	2%	422 621
	-	-		
Intéressement et participation	-	-		
Autres charges de personnel	225 648	145 918	55%	79 730
		-		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	2 966 449	2 405 360	23%	561 089
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	3 402 581	3 376 839	1%	25 742
		-		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	64 168 436	60 042 000	7%	4 126 435
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositif d'intervention pour compte propre				
Transfert aux ménages	131 340	294 751	-55%	- 163 411
Transfert aux entreprises	-	-		
Transfert aux collectivités territoriales	-	-		
Transfert aux autres collectivités	-	-		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme				
Dotations aux provisions et dépréciations				
TOTAL CHARGES INTERVENTION	131 340	294 751	-55%	- 163 411
Engagements réalisés sur fonds dédiés (Fondations)	9*			
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	64 299 776	60 336 752	7%	3 963 025
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêt ^{1*}				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Pertes de change	434	116	275%	318
Autres charges financières	2 877	2 974	-3%	- 97
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	-	-	100%	
TOTAL CHARGES FINANCIERES	3 311	3 090	7%	222
Impôt sur les sociétés	699			
TOTAL DES CHARGES	64 303 087	60 339 841	7%	3 963 246

Figure 35

PRODUITS - En euros	31/12/2021	31/12/2020	Variation en % 2020/2021	Variation en euros 2020/2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	58 709 804	54 642 110	7%	4 067 694
Subventions pour charges de service public	53 760 227	51 261 165	5%	2 499 062
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	4 387 329	2 962 279	48%	1 425 051
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	-	-		
Dons et legs	13 000	396		12 604
Produits de la fiscalité affectée	549 248	418 271	31%	130 977
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)	5 160 969	5 200 712	-1%	- 39 743
Vente de biens ou prestations de services	4 820 933	5 004 759	-4%	183 826
Produits de cession d'éléments d'actif	-	-		
Autres produits de gestion	340 036	195 953	74%	144 084
Production stockée et immobilisée	-	-		
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	-	-		
Autres produits	2 130 338	2 053 345	4%	76 993
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	131 808	41 015	221%	90 793
Reprises du financement rattaché à un actif	1 998 530	2 012 330	-1%	13 800
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	-	-		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	66 001 111	61 896 166	7%	4 104 945
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts	-	-		
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	-	-		
Intérêts sur créances non immobilisées	-	-		
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Gain de change	392	534	-27%	142
Autres produits financiers	-	-	#DIV/0!	-
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	-	-		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	392	534	-27%	142
TOTAL DES PRODUITS	66 001 503	61 896 701	7%	4 104 803
BENEFICE OU PERTE	1 698 416	1 556 859	9%	141 557

Figure 36

3.6 Les soldes intermédiaires de gestion

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2021	2020	Variation % 2021/2020	2019
+ Ventes et prestations de services (C.A.)	4 820 933	5 004 759	-3,67%	4 770 762
<u>dont :</u>				
. droits	1 980 368	774 149		760 077
. prestations de recherche	989 651	874 595	13,16%	769 966
. prestations et travaux informatiques	-	0		
. formation continue	1 252 833	1 571 755	-20,29%	1 741 942
. autres prestations de service	369 666	241 450	53,10%	443 494
. produit des activités annexes	228 415	366 455	-37,67%	293 122
+ Production stockée	-	0		
+ Production immobilisée	-	0		
- Achats	1 745 869	1 639 442	6,49%	1 736 835
<u>dont :</u>				
. fournitures non stockables de fluides, eau, énergie	663 328	588 477	12,72%	741 272
. fournitures et mat. enseign. et recherche non immob.	1 082 542	1 050 965	3,00%	463 861
- Services extérieurs	1 963 584	1 499 413	30,96%	1 894 575
<u>dont :</u>				
. travaux d'entretien et de réparations	1 067 609	705 729	51,28%	958 569
- Autres services extérieurs (sauf personnel extérieur)	3 109 222	2 557 679	21,56%	2 961 212
<u>dont :</u>				
. contrats de nettoyage	528 576	423 012	24,96%	473 361
. contrats de gardiennage	442 989	282 164	57,00%	148 994
= VALEUR AJOUTEE	-1 997 743	-691 776	24,96%	-1 821 861
Valeur ajoutée	-1 997 743	-691 776	188,78%	-1 821 861
+ Subventions d'exploitation Etat	55 629 809	52 411 891	6,14%	50 894 101
<u>dont :</u>				
. Ministère de tutelle - SCSP	53 760 227	51 180 612	5,04%	50 063 356
. Ministère de tutelle - Recherche	35 000	137 116	-74,47%	20 500
+ Subventions d'exploitation Collectivités Publiques et Organismes Internationaux	1 302 289	1 169 843	11,32%	1 303 736
<u>dont :</u>				
. subventions Collectivités Publiques (Rég., Dépt, autres)	548 221	610 254	-10,17%	692 444
. ASP (Agence de Services et de Paiement)	0	0		0
. subventions Union Européenne et Organismes Internat.	512 813	449 799	14,01%	539 208
+ Dons / legs et autres subventions d'exploitation	1 357 920	642 105	111,48%	1 022 528
<u>dont :</u>				
. taxe d'apprentissage	129 463	118 950	8,84%	203 005
- Charges de personnel (y c. le personnel extérieur)	50 980 730	48 563 267	4,98%	46 670 367
<u>dont :</u>				
. personnel extérieur	187 651	157 014	19,51%	199 642
- Impôts, taxes et versements assimilés s/ rémunérations	641 717	612 974	4,69%	598 887
- Autres impôts, taxes et versements assimilés	30 155	14 345	110,22%	15 775
= EXCEDENT (ou I.) BRUT(e) D'EXPLOITATION	4 639 673	4 341 479	6,87%	4 113 475

Figure 37

Avignon Université				
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION	2021	2020	Variation % 2021/2020	2019
Excédent (ou insuffisance) brut(e) d'exploitation	4 639 673	4 341 479	6,87%	4 113 475
+ Reprises sur amortissements et provisions	2 130 338	2 053 345	3,75%	2 203 134
+ Transfert de charges d'exploitation	0	0		14 802
+ Autres produits	759 822	614 223	23,70%	632 506
- Autres charges	2 425 916	2 072 793	17,04%	1 536 972
- Dotations aux amortissements et provisions	3 402 581	3 376 839	0,76%	3 084 718
+ Quote-part des apports virée au compte de résultat	0	0		50 000
+ Produits issus de la neutralisation des Amortissements	0	0		0
+ Quote-part des subv. d'inv. virée au résultat de l'ex.	0	0		0
= RESULTAT D'EXPLOITATION	1 701 335	1 559 415	9,10%	2 392 227
Résultat d'exploitation	1 701 335	1 559 415	9,10%	2 392 227
+ Produits financiers	392	534	-26,56%	220 297
dont :				
. reprises sur provisions	0	0		22 000
. transferts de charges financières	0	0		0
- Charges financières	3 311	3 090	7,17%	222 422
dont :				
. dotations aux amortissements et aux provisions	0	0		220 000
= RESULTAT COURANT	1 698 416	1 556 859	9,09%	2 390 102
Résultat courant	1 698 416	1 556 859	9,09%	2 390 102
+ Résultat exceptionnel		0		0
= RESULTAT NET COMPTABLE (bénéfice ou perte)	1 698 416	1 556 859	9,09%	2 390 102
- Impôt sur les bénéfices et impôts assimilés	0	0		
= RESULTAT NET après impôts (bénéfice ou perte)	1 698 416	1 556 859	9,09%	2 390 102

Figure 38

En comptabilité, la **valeur ajoutée (VA)** est une notion qui s'efforce de mesurer la valeur économique ajoutée par l'activité d'une entreprise. Dans le cadre des activités d'un EPSCP, ce ratio n'a de sens qu'après correction des subventions. Il permet de mesurer la « richesse » créée par l'EPSCP à partir de ses ressources (toutes les ressources moins toutes les dépenses de fonctionnement hors paye).

Pour 2021, on note une dégradation de celle-ci liée à la fois à une baisse des ventes et prestations de service (- 3,67 %) et une forte augmentation des achats (+ 6,49 %) et des services extérieurs (+ 25,04 %) en lien avec la reprise d'activité post-covid (recours à la sous-traitance dans le cadre du poste entretien et réparations, reprise des colloques et missions, augmentation des dépenses de nettoyage et de gardiennage). Si on la compare à celle de 2019 « année normale » la VA de 2021 progresse d'un peu moins de 10 %.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) : c'est ce qui reste de la « richesse » citée plus haut quand on a payé les rémunérations. L'EBE se décompose comme suit :

- **les produits** : la quasi-totalité des produits est issue de subventions versées par l'État, les collectivités publiques et les organismes internationaux. La Subvention pour Charges de Service Public versée trimestriellement par l'État (53,76 M€) représente à elle seule 92 % du total des subventions. À cela, il convient d'ajouter le produit de la taxe d'apprentissage qui augmente légèrement (129 k€) ainsi que les versements de l'ANR au titre de la recherche (1,83 M€).

- **les charges** d'exploitation sont composées principalement des dépenses de personnel (**50,98 M€**).

Cet indicateur permet de déterminer la rentabilité de son exploitation courante. Un déficit peut constituer une alerte.

En 2021, le montant de l'EBE s'élève à **4,60 M€**, soit une hausse de **6,87 %** par rapport à 2020.

Si on analyse les postes de calcul de l'EBE on constate qu'en comparaison de 2020 le montant des subventions augmente plus fortement que les charges de personnel et assimilées venant ainsi compenser la dégradation de la valeur ajoutée et cela d'autant plus que ces éléments ont un poids financier significatif dans les comptes.

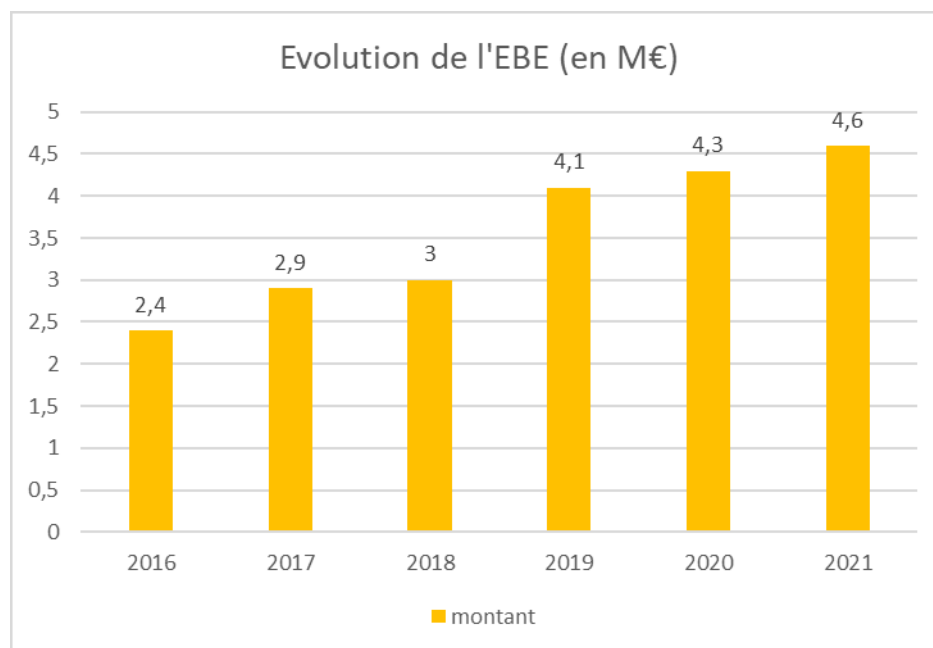


Figure 39

Le résultat d'exploitation traduit la performance économique de l'établissement indépendamment de sa politique de financement. Il correspond au résultat de l'activité normale et courante. Les mouvements significatifs sont liés au calcul de l'amortissement (**3,4 M€**) et aux autres charges qui augmentent de **17%**, impactées par la reprise de l'activité (**2,42 M€**) en dépenses et de la reprise sur amortissement (**2,25 M€**) en produits.

Le résultat courant correspond au résultat d'exploitation corrigé des produits et charges financiers. En 2021, ces derniers n'ont été constitués que de diverses opérations liées aux frais de commissionnement concernant les paiements par cartes bancaires (**0,03 k€**).

Le résultat net comptable mesure les ressources nettes restant à l'établissement à l'issue de l'exercice. Il s'obtient par différence entre les produits (comptes de la classe 7) et les charges (comptes de la classe 6) du compte de résultat.

En augmentation de **9 %** par rapport à 2020, le résultat net comptable de 2021 fait apparaître un excédent à hauteur de **1,7 M€**.

Cela l'inscrit dans la fourchette moyenne des exercices 2017/2018 et 2020, même si 2020 fut une année particulière du fait de la crise sanitaire.

Il se répartit entre un bénéfice pour Avignon Université de **1 702 845 €** et un déficit pour sa fondation de **4 429 €**.

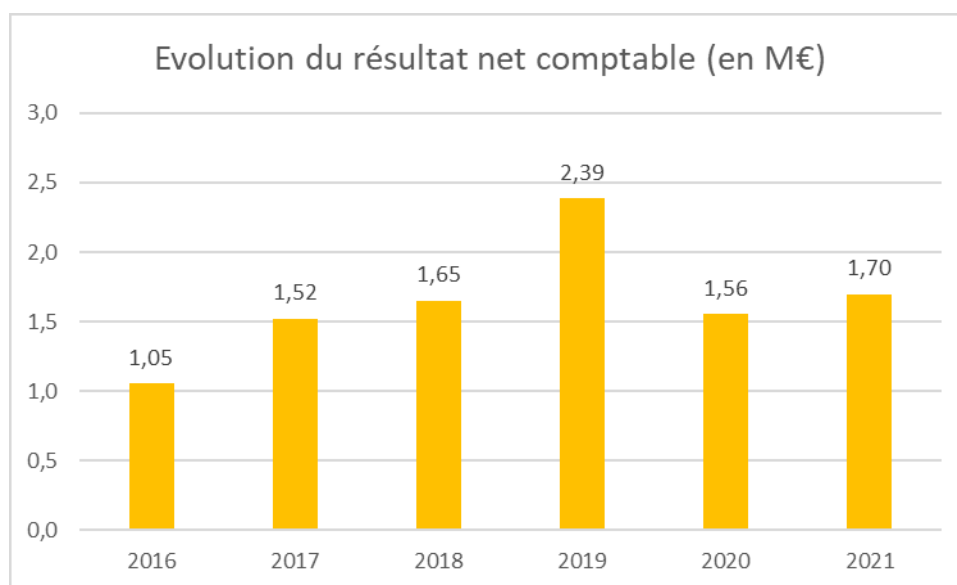


Figure 40

4 L'analyse en mode GBCP

4.1 Les emplois

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond Etat				Emplois financés hors SCSP				Global			
			En ETPT				En ETPT							
			Exécuté 2020	Budget initial 2021	Budget définitif 2021	Exécuté 2021	Exécuté 2020	Budget initial 2021	Budget définitif 2021	Exécuté 2021	Exécuté 2020	Budget initial 2021	Budget définitif 2021	Exécuté 2021
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	265,9	267,0	267,0	270,1					265,9	267,0	267,0	270,1
		CDI	0,8	2,0	2,0	2,0	1,7			0,6	2,5	2,0	2,0	2,6
	Non permanents	CDD	54,3	58,0	58,0	61,1	42,5	40,0	40,0	36,6	96,8	98,0	98,0	97,7
S/total EC			321,0	327,0	327,0	333,2	44,2	40,0	40,0	37,2	365,2	367,0	367,0	370,4
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS												-	-	-
BIATSS	Permanents	Titulaires	224,8	233,0	233,0	227,8					224,8	233,0	233,0	227,8
		CDI	16,4	20,0	20,0	18,2	4,6	-	-	4,5	21,0	20,0	20,0	22,7
	Non permanents	CDD	11,8	5,0	5,0	6,6	60,8	80,0	95,0	84,2	72,6	85,0	100,0	90,8
S/total BIATSS			253,0	258,0	258,0	252,6	65,4	80,0	95,0	88,7	318,4	338,0	353,0	341,3
Totaux			574,0	585,0	585,0	585,8	109,6	120,0	135,0	125,9	683,6	705,0	720,0	711,7
Rappel du plafond des emplois fixés par l'Etat			639,0	639,0	642,0	642,0								

Figure 41

Le nombre d'emplois en ETPT s'est élevé en 2021 à **712** contre **684** en 2020 (**+28 ETPT**), soit une augmentation de **4,1%**. Il se situe toutefois largement sous le plafond de **720** voté par le conseil d'administration.

Les effectifs d'enseignants et d'enseignants-chercheurs sont en hausse (**+5,2 ETPT**), de même, de manière plus significative, que ceux des personnels BIATSS (**+22,9 ETPT**).

Globalement, le nombre de titulaires augmente (**+7,4 ETPT**) moins rapidement que celui des agents contractuels (**+20,7 ETPT**).

Le nombre des emplois sous plafond État croît significativement (**+11,8 ETPT**) alors que les emplois sous plafond ressources propres connaissent une parfaite stabilité (**+16,3 ETPT**).

4.2 Le cadre budgétaire : les autorisations budgétaires

L'établissement a consommé en 2021 **63,15 M€** d'autorisations d'engagement (AE), ce qui signifie qu'il a juridiquement engagé cette somme, notamment par la signature de marchés publics, de baux ou de bons de commande, pouvant, dans certains cas, s'exécuter au-delà de l'exercice 2021. Ce montant est supérieur de **3,31 M€ (5,5%)** à celui de 2020, cette différence masquant des écarts très différents d'une enveloppe à l'autre (**+2,69 M€**, soit **5,5%** pour les dépenses de personnel, **+1,66 M€**, soit **23,8%** pour les dépenses de fonctionnement, **-1,04 M€** pour les dépenses d'investissement, soit **-25,0%**). **51,37 M€** d'engagements correspondent à des dépenses de personnel, soit plus de **81,4%** des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiement (CP) correspondent quant à eux aux montants décaissés par l'agent comptable pour faire face aux engagements juridiques pris par l'établissement au cours de l'exercice ou des exercices précédents et ayant donné lieu à exécution en 2021. Ils s'élèvent à **62,65 M€**, soit **4,61 M€** de plus qu'en 2020, cette augmentation se répartissant entre personnel (**+2,67 M€**), fonctionnement (**+0,87 M€**) et investissement (**+1,08 M€**).

L'écart entre les autorisations d'engagement (**63,15 M€**) et les crédits de paiement (**62,65 M€**) consommés s'élève à **+0,50 M€**.

Pour ce qui concerne plus précisément l'enveloppe « investissement », les crédits de paiement dépensés s'élèvent à **3,71 M€**. Ce montant correspond aux factures d'équipements et de travaux réglés au cours de l'exercice.

Les recettes (encaissements) ont globalement augmenté de **6,51 M€**. La part de l'État augmente sensiblement (**+3,01 M€** dont **+2,58 M€** au titre de la seule SCSP), celles des autres financeurs, publics comme privés, également (**+3,50 M€**). [voir détails page 35].

Le solde budgétaire, calculé par différence entre les encaissements (recettes) et les décaissements (dépenses) réalisés en exécution du budget de l'exercice, est donc logiquement en hausse et reste largement excédentaire. Il s'élève à **3,19 M€**.

Le taux d'exécution des AE

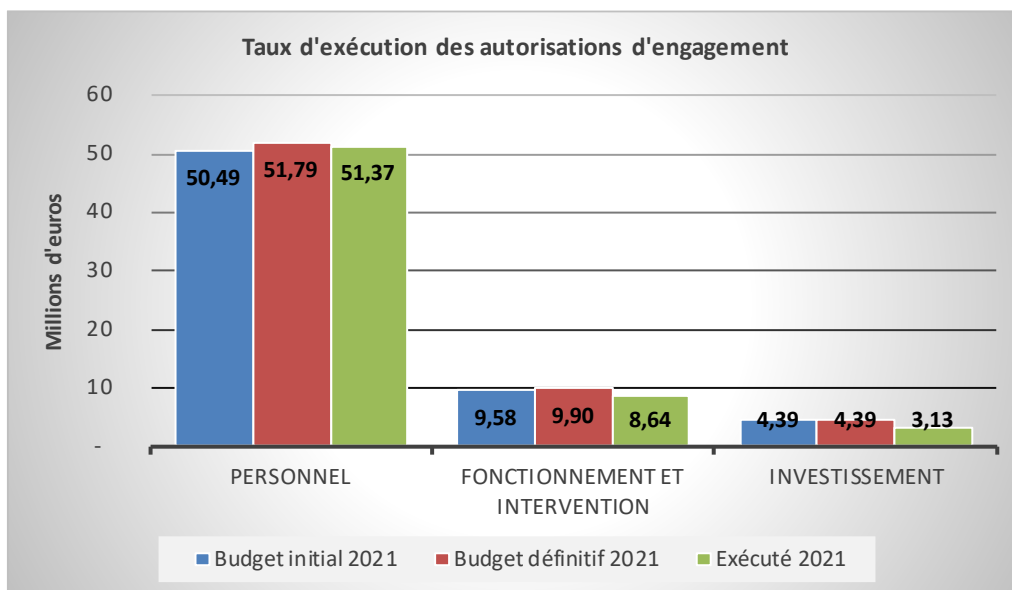


Figure 42

Le taux d'exécution des AE s'élève à **97,9%** du budget initial et **95,5%** du budget définitif, ce qui démontre la qualité des prévisions budgétaires.

Le taux d'exécution des CP

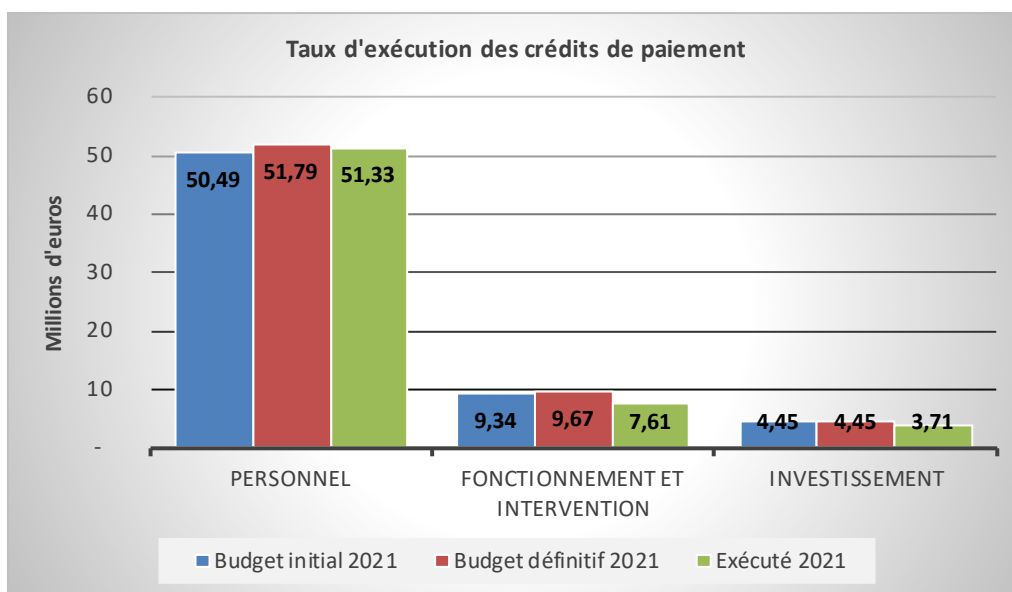


Figure 43

Le taux d'exécution des CP s'élève à **97,4%** du budget initial et **95,0%** du budget définitif.

Le taux d'exécution des recettes

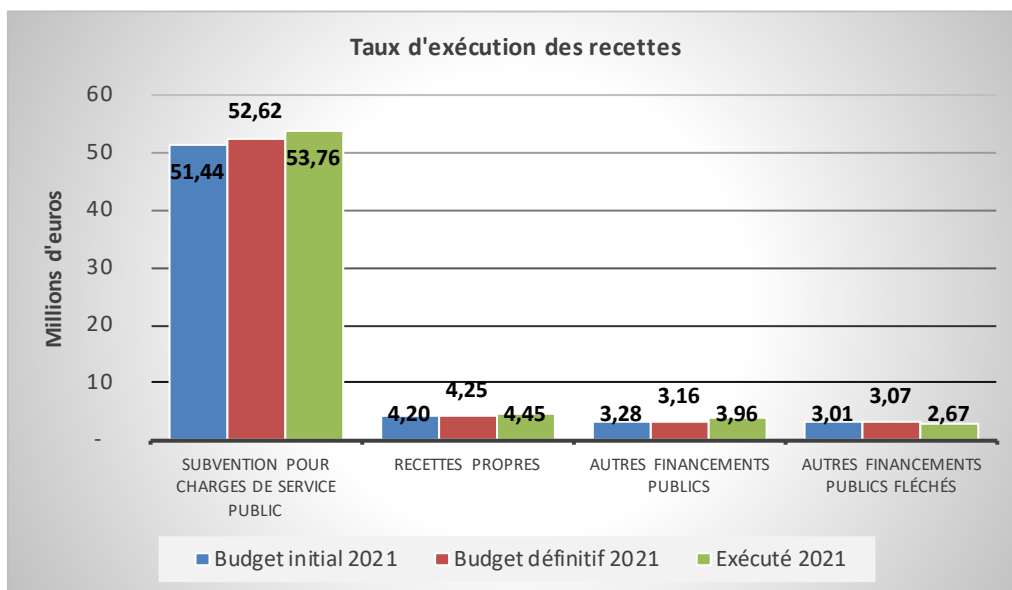


Figure 44

Le taux d'exécution des recettes s'élève à **105,8%** du budget initial et **103,6%** du budget définitif.

4.3 Les dépenses par destination et les recettes par origine (LOLF)

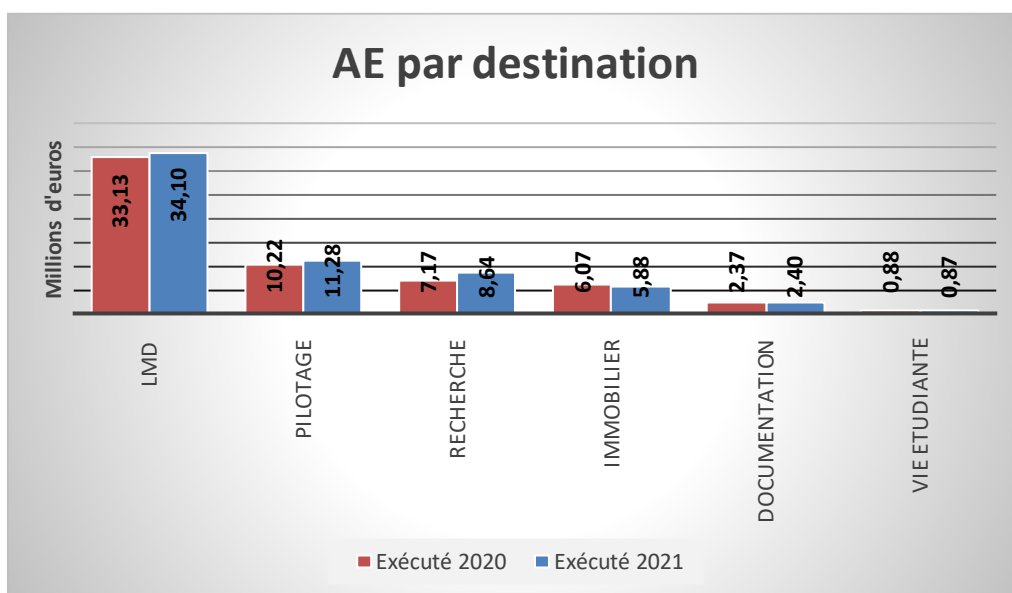


Figure 45

Même s'il convient d'analyser ces données avec prudence, dans la mesure où il appartient aux gestionnaires d'imputer toute dépense à une destination et que ceux-ci ne disposent pas d'outils leur permettant de réaliser cette opération avec précision (gestionnaires RH pour la paye, gestionnaires Sifac pour les achats), la lecture de la figure 17 ci-dessus semble indiquer que :

- l'établissement consacre plus de 50 % de son budget à la formation, poste en augmentation en 2021 ;
- les dépenses de recherche ne représentent que 12% des coûts directs, en baisse en 2021 ;

- le pilotage représente 17 % des dépenses, en hausse en 2021 ;
- les autres destinations représentent, ensemble, 16 % des dépenses et sont, grâce aux dépenses immobilières, également en augmentation.

Seul un système de comptabilité analytique performant sera en mesure de déterminer avec précision le coût des activités de l'établissement, après qu'on aura déversé sur les objets de coût principaux (formation et recherche) l'ensemble des dépenses réalisées par les services support et soutien. Des travaux ont été entrepris dans ce sens lors des deux dernières années et produisent d'ores et déjà des résultats qui feront prochainement l'objet d'une restitution. On pourra constater, alors, notamment, que le poids de la recherche dans les dépenses de l'université est bien supérieur, en coût total, à ce qu'indiquent les données budgétaires brutes affichées ci-dessus.

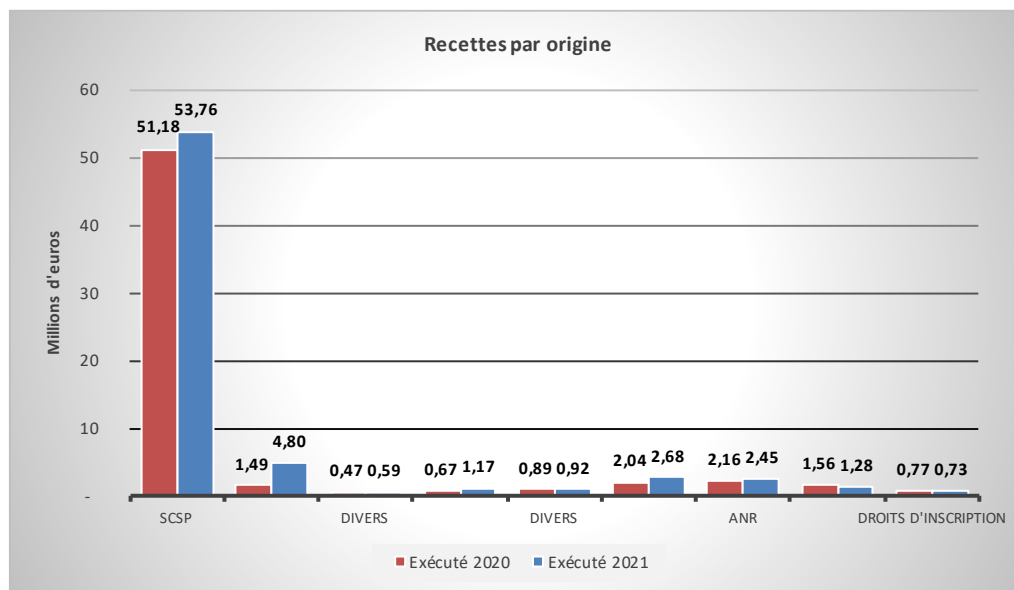


Figure 46

Ce graphique confirme la part prépondérante prise par la SCSP dans les encaissements budgétaires de l'année, celle-ci représentant **81,7%** du total encaissé en 2021, contre **86,3%** en 2020.

On notera également une forte progression des subventions publiques reçues au cours de l'exercice, due principalement :

- à l'augmentation des recettes réalisées sur contrats de recherche européens (**1,12 M€** en 2021 contre **0,32 M€** en 2020) ;
- à l'encaissement, sous forme d'acompte, d'une grande partie du financement du LaPEC par la Région Sud, portant les recettes en provenance de cette collectivité de **0,51 M€** à **1,67 M€** ;
- au versement par l'Etat d'une partie des crédits alloués à l'établissement au titre du plan de relance, au développement de la formation par alternance financée par des fonds publics et aux encaissements réalisés sur contrats de recherche (au total : **1,12 M€** en 2021 contre **0,32 M€** en 2020).

A noter, également, une forte progression des recettes liées à la valorisation de la recherche (**1,17 M€** contre **0,67 M€** en 2020).

4.4 Le tableau d'équilibre financier

Prenant pour point de départ le solde budgétaire, et après y avoir ajouté les opérations non budgétaires tant en décaissements qu'en encaissements, ce tableau aboutit à la variation de trésorerie de l'exercice.

On remarquera en premier lieu que si le solde budgétaire de l'université dans son ensemble est excédentaire de **3,19 M€**, celui de la seule fondation universitaire présente un déficit de **4,4 k€**, ce qui signifie que ses dépenses ont été supérieures à ses recettes de ce montant. La fondation, en effet, comme le permet la réglementation, a mobilisé son fonds de roulement, abondé au fil des ans de la part consommable de sa dotation pour faire face à ses charges, constituées quasi exclusivement en 2021 de masse salariale (contrats doctoraux signés avec les lauréats des bourses Pierre Bergé et Jean-Henri Fabre).

Le solde des opérations non budgétaires ayant eu un impact sur la trésorerie de l'établissement représente **-0,24 M€**. Il s'agit à la fois d'opérations réalisées pour le compte de tiers et d'opérations n'ayant pu, au 31 décembre de l'année en cours, être rattachées à une dépense ou à une recette budgétaire, soit, pour l'essentiel :

- des encaissements et décaissements de TVA ;
- des aides à la mobilité étudiante en provenance du MESRI ;
- des encaissements sur comptes d'attente non dénoués au 31/12/2021 ;
- des décaissements n'ayant pu être rattachés à une dépense budgétaire avant le 31/12/2021.

Au final, comme indiqué supra, la trésorerie enregistre une hausse significative de **2,95 M€**.

Les effets de la crise sanitaire

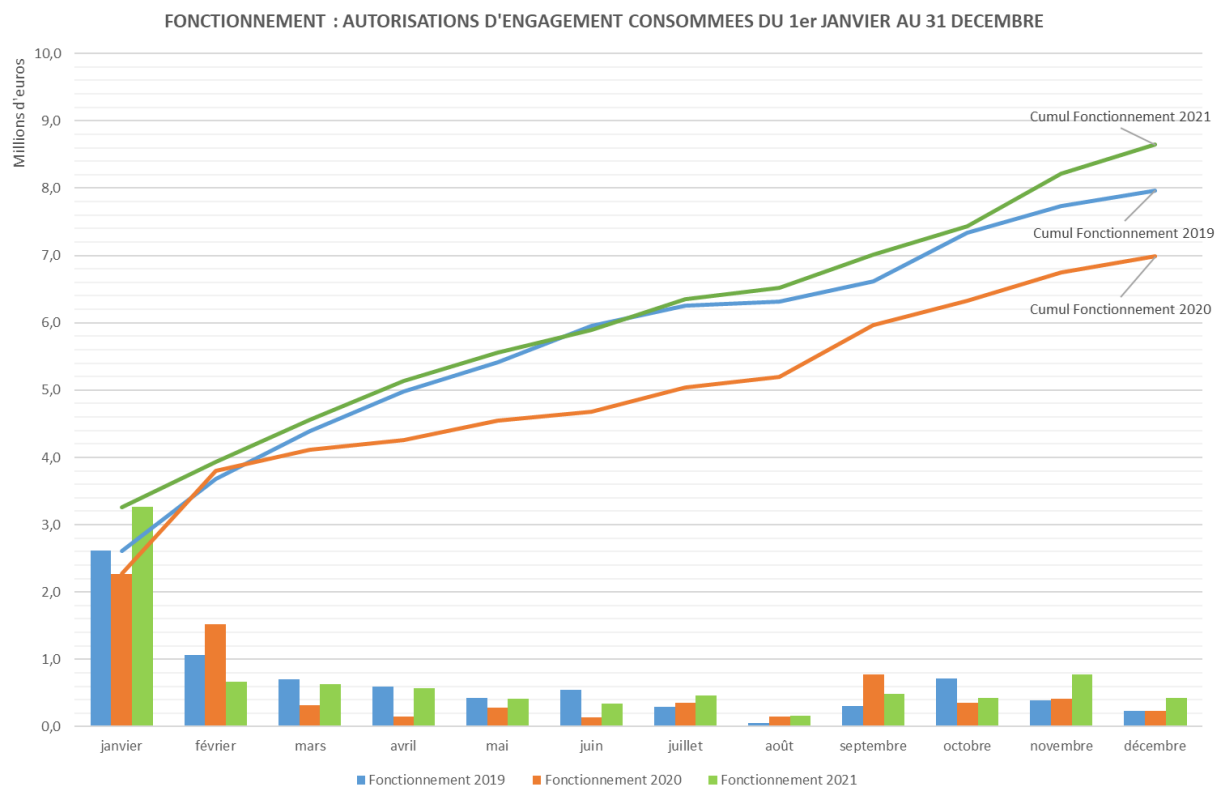


Figure 47

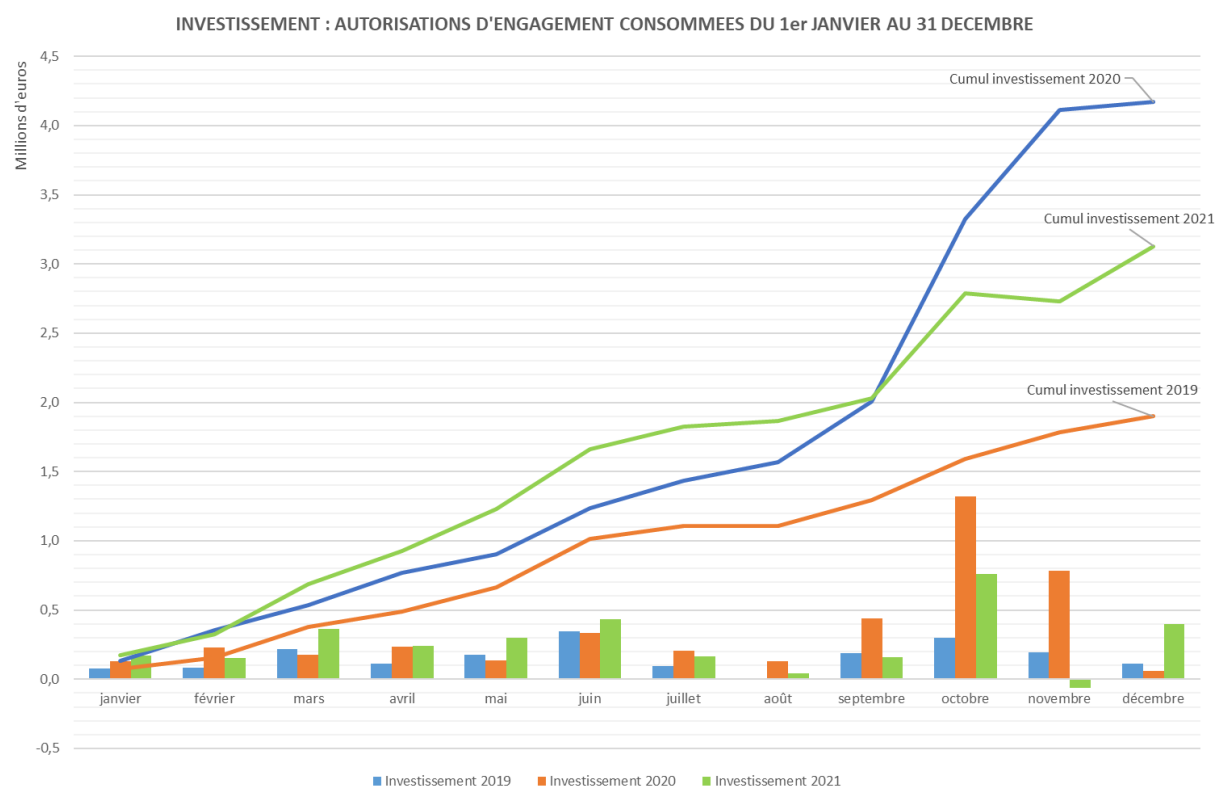


Figure 48

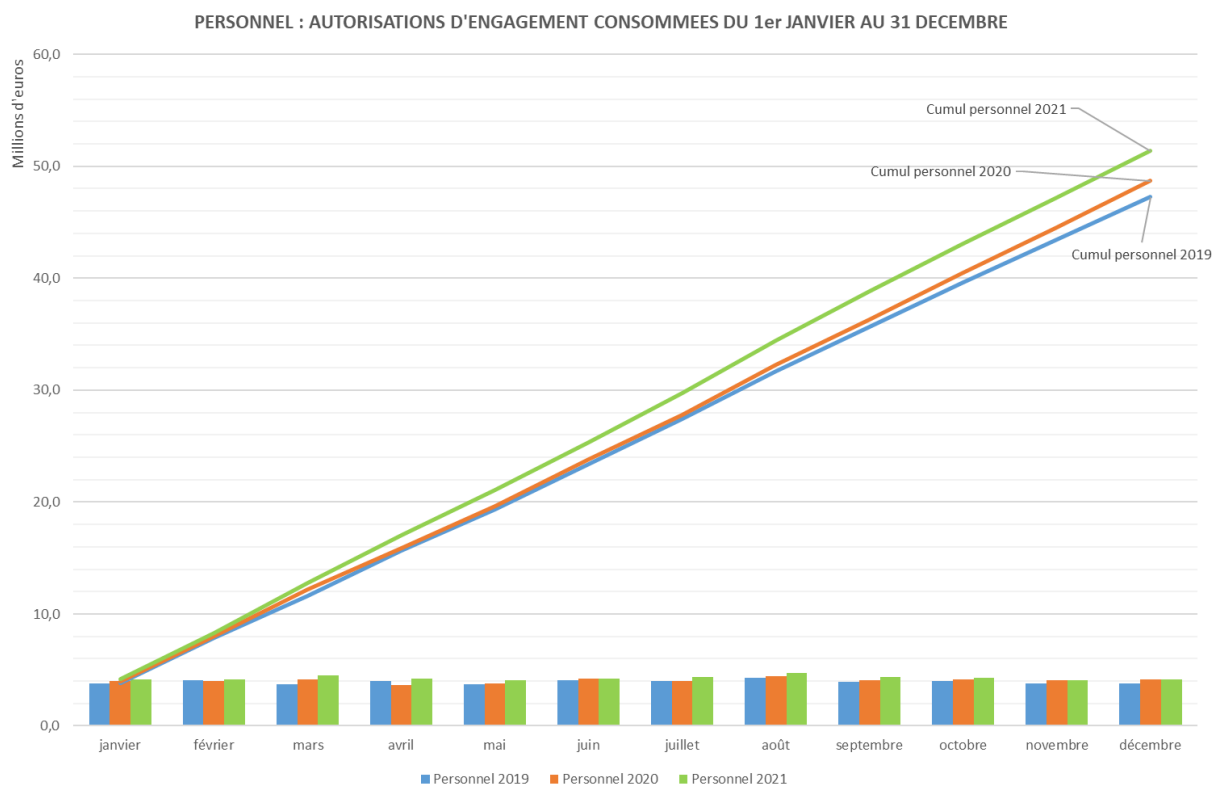


Figure 49

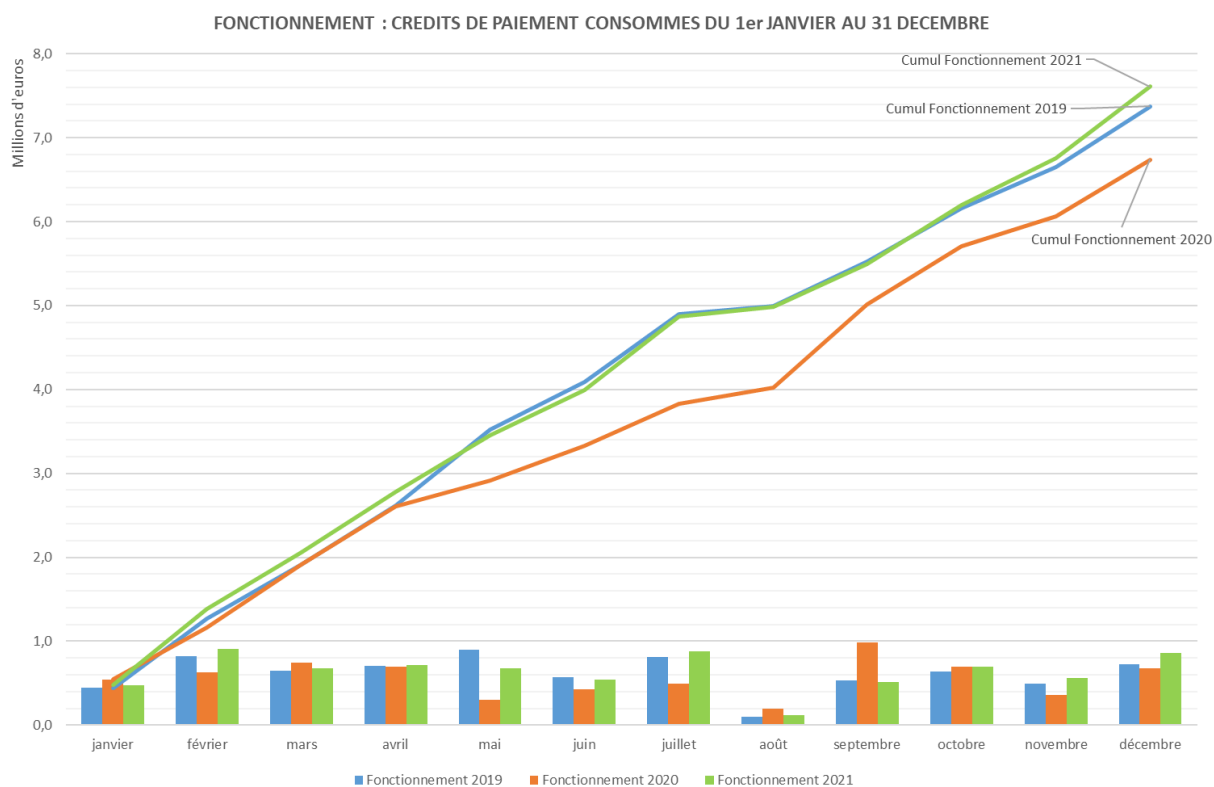


Figure 50

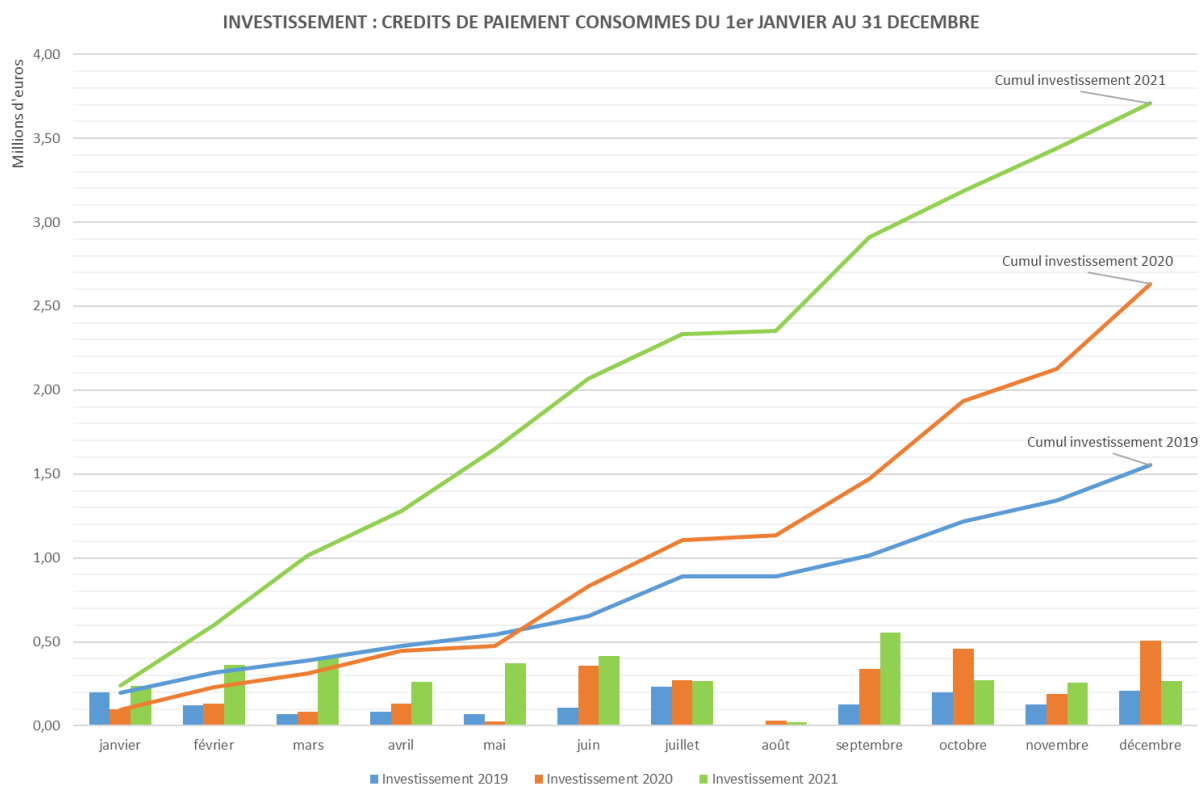


Figure 51

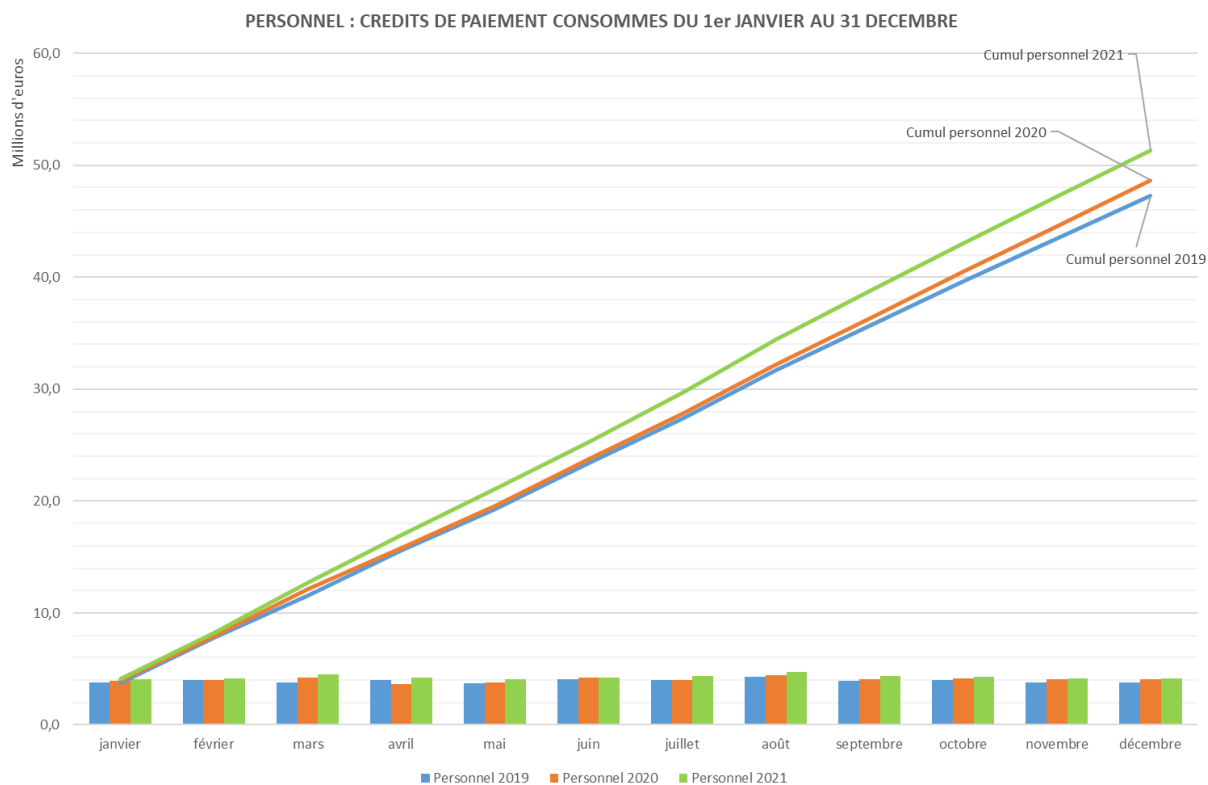


Figure 52

Enveloppe fonctionnement :

Après un net fléchissement en 2020, la consommation des AE est repartie à la hausse pour dépasser son niveau de 2019 (8,65 M€ contre 7,97 M€).

Il en va de même, dans une moindre mesure, pour les crédits de paiement (7,61 M€ contre 7,37 M€).

Enveloppe investissement :

Les AE consommées étaient supérieures de **2,27 M€** en 2020 au niveau atteint en 2019. Trois explications principales à cette 'bonne tenue' des investissements malgré le confinement :

- le faible niveau des investissements de 2019 ;
- l'achat de 300 PC portables en avril 2020 (**230 k€**) ;
- la reprise de l'exécution du PPI et, plus particulièrement, l'attribution en octobre des marchés de construction du LaPEC.

Fin 2021, le niveau d'investissement reste élevé, même s'il ne peut atteindre, compte tenu de leur caractère particulier, celui de 2020 (**3,13 M€** contre **4,17 M€**).

La consommation de crédits de paiement (**3,71 M€**) dépasse sensiblement celle de 2019 (**1,55 M€**), mais également celle de 2020 (**2,63 M€**), une grande partie des autorisations d'engagement consommées en 2020 ayant donné lieu à décaissement en 2021 (ex. : LaPEC).

Enveloppe personnel :

Les dépenses de personnel (AE et CP) échappent globalement à l'effet Covid 19. Après une augmentation mesurée en 2020, 2021 connaît une forte hausse liée, notamment, à la consommation des crédits obtenus au titre de la loi ORE, mais également au titre du PIA et à l'augmentation du nombre de contrats de recherche.

Principales 'économies' réalisées et surcoûts enregistrés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021.

Ce constat a été réalisé par comparaison entre les balances comptables 2019, 2020 et 2021 arrêtées au 31 décembre de chaque année. Il s'appuie donc sur les droits constatés et, par conséquent, est susceptible de comprendre des montants extournés ou de charges à payer ne correspondant pas à des décaissements de l'année (ex. : fluides).

Néanmoins, on constate des écarts très significatifs :

- des **économies durables**, clairement liées à la pandémie :
 - missions des personnels : **0,54 M€** en 2019, **0,22 M€** en 2020, **0,23 M€** en 2021 ;
 - voyages et déplacements des personnels : **0,22 M€** en 2019, **0,06 M€** en 2020, **0,05 M€** en 2021 ;
 - frais de réception : **0,16 M€** en 2019, **0,07 M€** en 2020, **0,09 M€** en 2021 ;
 - formation continue du personnel : **0,39 M€** en 2019, **0,39 M€** en 2020, **0,32 M€** en 2021.
- des économies importantes, sans lien clairement établi avec le Covid 19 :
 - documentation : 0,64 M€ en 2019, 0,59 M€ en 2020, 0,54 M€ en 2021 ;
 - électricité : 0,49 M€ en 2019, 0,39 M€ en 2020, 0,38 M€ en 2021 ;
 - frais postaux : 0,14 M€ en 2019, 0,13 M€ en 2020, 0,12 M€ en 2021 ;
 - catalogues et imprimés : 0,11 M€ en 2019, 0,05 M€ en 2020, 0,07 M€ en 2021.

- des surcoûts liés à la pandémie (niveau en augmentation constante) :
 - prestations de gardiennage : 0,15 M€ en 2019, 0,28 M€ en 2020, 0,43 M€ en 2021 ;
 - linge, vêtements de travail, etc. (incl. masques) : 3,6 k€ en 2019, 40,1 k€ en 2020, 37,8 k€ en 2021.
- des retours progressifs à la "normale" :
 - maintenance : 0,62 M€ en 2019, 0,31 M€ en 2020, 0,40 M€ en 2021 ;
 - entretien et réparation de biens immobiliers : 0,22 M€ en 2019, 0,25 M€ en 2020, 0,38 M€ en 2021 ;
 - entretien et réparation de biens mobiliers : 0,14 M€ en 2019, 0,17 M€ en 2020, 0,28 M€ en 2021 ;
 - fournitures d'entretien et de petit équipement : 0,32 M€ en 2019, 0,30 M€ en 2020; 0,33 M€ en 2021.

Glossaire

Achats : au sens large, les achats comprennent, outre les marchandises, matières premières , matières consommables et emballages, les fournitures consommables stockées (combustibles, produits d'entretien, fournitures d'atelier et d'usine, fournitures de magasin et de bureau), les matières et fournitures non stockées (eau, énergie, essence, fournitures d'entretien, de petit équipement, fournitures administratives...), les études, prestations de service, équipements et travaux incorporés directement aux ouvrages et produits.

ANR : agence nationale de la recherche.

Autorisations d'engagement : autorisations représentant la limite supérieure des dépenses pouvant être effectuées durant l'année.

Bilan : le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise (ou d'un établissement) à un instant précis. Le bilan est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise ou d'un établissement (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise (ou de l'établissement)). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise (ou de l'établissement) nécessaires au financement de son activité).

Capacité d'autofinancement : la capacité d'autofinancement (CAF) est un terme comptable qui désigne la somme du bénéfice net et de ce qu'on appelle les « charges non décaissées » (dotations aux amortissements et provisions pour risques et charges), déduction faite des produits non encaissés (reprises sur amortissements et provisions). La CAF est utilisée pour investir (ou augmenter le fonds de roulement).

Charges : par définition, en comptabilité, une charge représente un bien ou un service qui est consommé par l'entreprise ou l'établissement au cours de son activité. Il disparaît généralement lors du premier usage c'est-à-dire qu'il n'a plus de substance physique dès lors qu'il est utilisé dans le processus d'exploitation. En pratique, il s'agit des sommes versées en contrepartie :

- de marchandises, de matières premières, de produits ou de fournitures consommables ;
- de prestations de services (sous-traitance, honoraires, travaux, etc.) ;
- d'impôts et de taxes non récupérables ;
- de prêts d'argent ;

Il peut également s'agir de sommes versées sans contrepartie et notamment celles supportées à titre exceptionnel.

Charges à payer : une charge à payer est un passif certain dont il est nécessaire d'estimer le montant ou l'échéance avec une incertitude moindre que s'agissant d'une provision pour risques et charges. C'est donc une catégorie de passif intermédiaire entre les dettes et les provisions.

Charges calculées : certaines charges, dites calculées, ne donnent pas lieu à des sorties de fonds et ne posent donc pas de problèmes de financement. C'est le cas par exemple, de la valeur nette calculée des éléments d'actifs cédés. Ces derniers constituent la valeur résiduelle des immobilisations qui sortent du patrimoine de l'entreprise, avant d'avoir été complètement amorties. Les charges calculées sont, en réalité, constituées essentiellement par les dotations aux amortissements et provisions, qui représentent la part annuelle (pour un exercice) d'une opération d'amortissement ou de provision.

Charges de personnel : voir *dépenses de personnel*

Charges décaissables : une charge décaissable est une charge du compte de résultat (plus particulièrement un compte de la classe 6 « Charges » du compte de résultat) qui occasionne une sortie d'argent.

Charges patronales : elles représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires.

Compte de résultat : le compte de résultat est un document comptable synthétisant l'ensemble des charges et des produits d'une entreprise ou autre organisme, pour une période donnée, appelée exercice comptable.

Compte financier : le compte financier de l'établissement, préparé pour l'exercice écoulé, par l'agent comptable en fonction, est un document commun à l'ordonnateur et au comptable. Il rend compte des résultats de l'exercice et aboutit au bilan.

CPER : un contrat de plan État-région (CPER) est un document par lequel l'État et une région s'engagent sur la programmation et le financement pluriannuels de projets importants d'aménagement du territoire tels que la création d'infrastructures ou le soutien à des filières d'avenir.

Crédits de paiement : les crédits de paiement (CP) représentent "la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement".

CSG : la contribution sociale généralisée (CSG) est un prélèvement obligatoire — dit proportionnel — créé en 1991, qui participe au financement de la sécurité sociale, et, depuis 2020, de l'assurance chômage, à la place des cotisations prélevées sur les salaires. Afin de compenser les effets, pour les agents publics, de la hausse de 1,7 point de la CSG au 1er janvier 2020, le gouvernement a décidé la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité (CES) de 1 % et la création d'une indemnité compensatrice.

Dépenses de personnel : le périmètre de l'enveloppe de personnel recouvre les "dépenses de rémunération principale et accessoire d'activité des personnels employés directement par l'organisme et rémunérés par lui quel que soit leur statut, les cotisations et contributions sociales, les prestations sociales et allocations diverses ainsi que, le cas échéant, les dépenses liées à l'intéressement ou à la participation des personnels et les impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations de l'organisme".

Ce périmètre budgétaire se distingue de celui des **charges de personnel** qui, outre le fait qu'elle se fonde sur des droits constatés, écarte de ce périmètre les charges relevant des comptes 631 et 633 relatifs aux impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations.

Dotation aux amortissements : la dotation aux amortissements est un terme comptable qui désigne la prise en compte sur le plan comptable de la détérioration au fil du temps de la plupart des immobilisations.

Droits constatés : la méthode des droits constatés comptabilise une transaction lorsqu'intervient l'activité (ou la décision) qui va générer les recettes ou les dépenses, et ne tient pas compte du moment auquel interviennent décaissements ou encaissements.

Fonds de roulement : le fonds de roulement correspond à l'ensemble des ressources mises à la disposition de l'organisme pour une durée assez longue par ses financeurs ou créées grâce à l'exploitation de son activité et qui sont destinées à financer les investissements en biens durables.

FSDIE : fonds de solidarité au développement des initiatives étudiantes.

GBCP : le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (dit « décret GBCP ») prévoit la mise en place d'une comptabilité budgétaire, distincte de

la comptabilité générale, pour les personnes morales de droit public relevant de la catégorie des administrations publiques.

GVT : Le glissement vieillissement technicité (GVT) est un phénomène qui contribue aux variations de masse salariale de la fonction publique. Il permet de mieux comprendre l'augmentation du salaire moyen des fonctionnaires français.

Même si le nombre de fonctionnaires stagne, et que la grande majorité ne reçoit pas d'augmentation générale, la masse salariale de la fonction publique augmente parfois du seul fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires est mieux payé, parce qu'ils occupent des emplois plus qualifiés qu'avant, ou bien parce qu'ils ont une ancienneté moyenne plus importante, pour des raisons démographiques, leur salaire augmentant avec l'âge.

LaPEC : le laboratoire de pharm-écologie cardiovasculaire d'Avignon s'intéresse particulièrement aux dysfonctions cardiaques et vasculaires liées aux pathologies cardiométaboliques et leurs préventions et réhabilitation par l'activité physique et/ou la nutrition avec une attention particulière portée sur le stress oxydant.

LOLF : loi organique relative aux lois de finance.

Loi ORE : la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, promulguée le 8 mars 2020, modifie les conditions d'accès à l'Université en permettant une sélection sur dossier pour les filières saturées qui procédaient à un tirage au sort depuis plusieurs années. Elle est concrétisée par l'adoption d'une nouvelle plateforme des gestions des vœux et candidatures, Parcoursup.

La loi complète également les frais d'inscription à l'université par « une contribution destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement social, sanitaire, culturel et sportif des étudiants et à conforter les actions de prévention et d'éducation à la santé réalisées à leur intention (contribution vie étudiante et de campus [CVEC]) ».

MESRI : ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Part consommable : patrimoine qui peut être, pour tout ou partie, consommé par la **fondation** pour l'accomplissement de son objet, sur une période statutairement définie.

Prestations internes : on appelle "prestation interne" toute opération conduisant à un échange de biens ou de services entre deux services opérationnels de deux centres de responsabilité budgétaire (CRB) différents ou d'un même CRB ou entre deux CRB.

Produits : en comptabilité, les produits sont les opérations créant une augmentation du résultat et donc une augmentation du patrimoine. Ils sont portés dans le compte de résultat au même titre que les charges (représentant pour leur part les diminutions de résultat).

Produits encaissables : un produit encaissable est un produit du compte de résultat (c'est-à-dire un compte relevant de la classe « comptes de produits » du plan comptable général) qui génère une entrée d'argent.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) : un PPI est un outil de programmation des investissements présentant les projets d'aménagement et de développement, de rénovation et de réhabilitation des équipements qui se déploieront sur les années à venir.

Rémunérations accessoires : la rémunération accessoire ou régime indemnitaire est un complément du traitement, distinct des autres éléments de rémunération. Il a connu une évolution récente avec l'introduction du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Rémunérations principales : la rémunération principale comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. S'y ajoutent les prestations familiales obligatoires.

Ressources propres : les ressources propres de l'établissement correspondent à l'ensemble des produits encaissables hors subvention pour charge de service public versée par le ministère de tutelle.

Résultat de fonctionnement : différence entre les produits et les charges du compte de résultat.

Services à comptabilité distincte : la nature des missions d'un organisme ou son organisation particulière (ex. fondation universitaire) peuvent conduire à créer des services ayant une comptabilité distincte de la comptabilité générale de l'organisme. Ces services sont dotés d'un cadre comptable complet à l'exception notable des comptes de disponibilités. Cette organisation a pour objectif de dégager un résultat propre pour le service.

Solde budgétaire : il est égal à la différence entre les décaissements de crédits de paiement et les encaissements de recettes de l'exercice écoulé.

Subvention pour charges de service public (SCSP) : La SCSP versée par l'État constitue par nature une subvention globalisée destinée à couvrir indistinctement des dépenses de personnel et de fonctionnement de l'opérateur et, le cas échéant, d'investissement en lui conférant une capacité d'autofinancement accrue.

Taux d'exécution : il est égal au total des charges (ou des dépenses) comptabilisées rapportées aux prévisions.

Taux de réalisation : il est égal au total des produits (ou recettes) comptabilisés rapportés aux prévisions.

Trésorerie : la trésorerie est l'ensemble des liquidités disponibles dans les caisses ou comptes bancaires de l'organisme. La variation de trésorerie correspond à la différence entre les montants de la trésorerie arrêtés au 31 décembre des exercices comptables n et n-1.